



La Tribune

LEADER DE L'INFORMATION RÉGIONALE

cyberpresse.ca

Québec-New York
Émouvante solidarité
au Centre Molson
Page A14

Dossier
L'avenir
de l'amiante
Page A2



SHERBROOKE / SAMEDI 29 SEPTEMBRE 2001 / 92^e ANNÉE / NO 188

1.75\$ plus taxes

Les élections municipales

4 novembre 2001

René-Charles Quirion
rquirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE

C'est en mettant le citoyen au cœur de ses priorités et en promettant une gestion municipale transparente au prochain conseil municipal de la Ville nouvelle de Sherbrooke que Richard Gingras entend convaincre la population de voter pour lui lors des élections du 4 novembre prochain.

Devant une foule enthousiaste de plus de 200 personnes réunies au sous-sol de l'église Sainte-Famille dans l'est de Sherbrooke, Richard Gingras a dévoilé, hier soir, les grands objectifs de sa campagne. Répétant que c'est «tous ensemble» que la nouvelle structure municipale pourra se mettre en place, M. Gingras n'a pas manqué d'écorcher au passage son adversaire Jean Perrault et surtout l'épineux dossier de la «Cité des rivières».

Richard Gingras soulève plusieurs interrogations sur le financement de ce projet. Prônant la dépolitisation de «Cité des rivières», et le retour au plan initial de CHARMES, M. Gingras a ironiquement donné raison au maire Perrault en affirmant que «dans le fond, quand on y porte attention, c'est vrai que le maire actuel a livré la marchandise, pour ses chums».

Selon lui, il est inadmissible de vouloir piger dans les poches des contribuables pour financer «Cité des rivières».

«On sait que le directeur du projet est un ancien organisateur du maire actuel et que le gros des contrats est accordé à une firme proche de ce même candidat. On voit que c'est le club des petits amis», estime Richard Gingras.

Ce dernier renchérit en soutenant que Jean Perrault ne peut promettre un gel de taxes tout en souhaitant réaliser ce projet de plusieurs millions \$.

Richard Gingras souhaite adopter

Gingras dénonce «le club des petits amis» de Perrault



C'est devant une foule de plus de 200 partisans que Richard Gingras a lancé sa campagne électorale à la mairie de la Ville nouvelle de Sherbrooke. L'actuel maire de Saint-Élie-d'Orford n'a pas manqué d'égratigner son rival Jean Perrault à propos de l'épineux dossier de la Cité des rivières.

une approche de gestion centrée sur le citoyen. Il veut faire en sorte que les élus se rapprochent des contribuables et propose même d'aller vers eux.

«Il ne suffit pas de faire de petites consultations bidons durant le temps des élections. Il est essentiel de connaître ce que la population veut en tout temps. La ville de Sherbrooke, je le répète, n'appartient pas au maire et à ses amis, mais à ses citoyens», poursuit M. Gingras.

Donnant son appui à Richard Gingras, la conseillère municipale à l'ac-

tuelle ville de Sherbrooke, Huguette Roy, n'y est pas allée de main morte dans ses attaques contre Jean Perrault. À travers plusieurs dossiers, dont le projet de Proviso face au Carrefour de l'Estrie, le développement des grands axes routiers et les procès verbaux de la corporation «Cité des rivières», elle a questionné sérieusement la transparence du maire actuel.

«Le leadership des quatre prochaines années va en être un de transparence pour le nouveau maire et ses plus proches collaborateurs. Le maire sortant est actuellement dans un cul de sac en matière de transparence», estime

Mme Roy, tout en questionnant l'application de huis clos par Jean Perrault, lorsqu'il parle de transparence.

Ses appuis

Pour mettre en valeur ses qualités de rassembleur, Richard Gingras a recueilli des appuis tant politiques, sociaux, que du monde des affaires dans les huit municipalités qui composeront la Ville nouvelle de Sherbrooke. Une quinzaine d'élus de la MRC de Sherbrooke, dont les maires Benoit Charland, Georges Emond et Robert Pouliot étaient présents au lancement de la campagne de

Richard Gingras. Avec Nil Allaire en tête, le monde des affaires sherbrookois était bien représenté. L'ancien maire de Sherbrooke, Paul Gervais, était aussi du nombre des partisans de Richard Gingras.

«J'ai entretenu l'idée de me présenter à la mairie. Cependant, lorsque j'ai appris que Richard Gingras voulait y aller, j'ai su que c'était lui la bonne personne. Avec ses connaissances des dossiers locaux et régionaux, ainsi que sa transparence, il était le candidat désigné», estime M. Allaire.

AUTRE TEXTE EN A11

Des soldats américains seraient déjà aux trousses de ben Laden

Associated Press
WASHINGTON/ISLAMABAD

Pendant qu'une délégation pakistanaise recontraît les chefs des talibans hier à Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, pour les exhorter à livrer Oussama ben Laden ou à le contraindre à quitter le pays sous peine de représailles américaines, George W. Bush affirmait à Washington que les Etats-Unis continuaient à rechercher

activement les terroristes qui ont orchestré les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

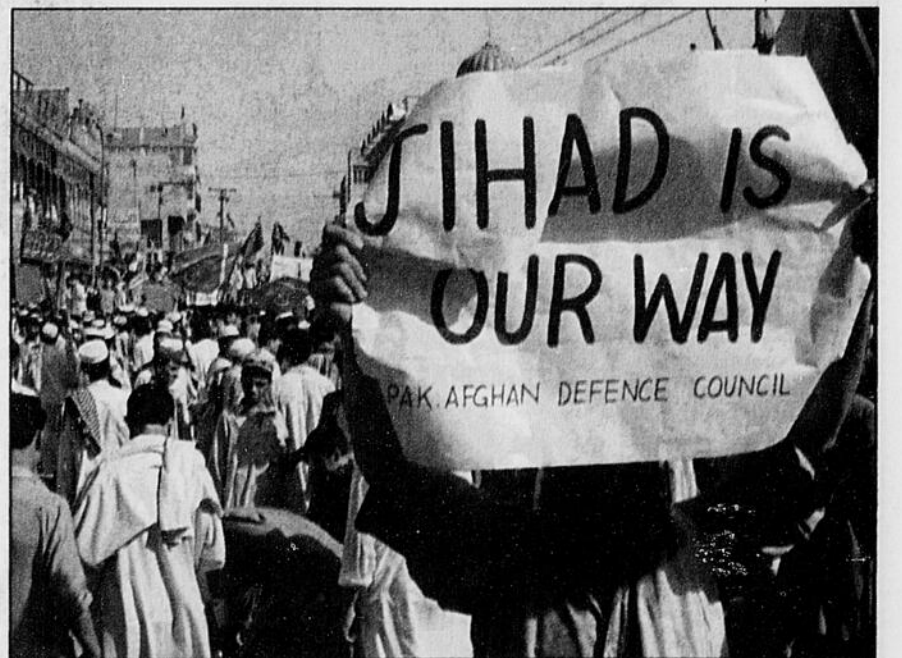
Selon le quotidien USA Today, des troupes d'élite seraient actuellement aux trousses d'Oussama ben Laden, en Afghanistan. Un nombre indéterminé d'hommes sont impliqués dans une opération spéciale et secrète depuis deux semaines afin de localiser l'homme le plus recherché de la planète. Ils auraient cependant rencontré des difficultés à remplir leur mission et deman-

dé l'aide des services spécialisés d'autres nations.

A Washington, un haut responsable de l'administration Bush a affirmé pour sa part que les forces américaines avaient effectué des missions de reconnaissance en Afghanistan. Ce responsable, s'exprimant sous couvert d'anonymat, a souligné que le travail effectué par les forces américaines et britanniques était un prélude à une possible opération militaire. Il a démenti des informations selon lesquelles ces forces, déployées ces derniers jours, recherchaient activement Oussama ben Laden.

George W. Bush a également dit qu'avec ses conseillers militaires, ils avaient tiré les leçons de l'invasion russe de l'Afghanistan dans les années 1980. «Il est très difficile de combattre une (...) guérilla avec des forces conventionnelles», a-t-il déclaré.

A Kandahar, le fief des talibans, la rencontre s'est achevée sans qu'aucun résultat n'ait été annoncé. Selon le gouvernement du Pakistan, les talibans devraient être conscients de la gravité de la situation et de ce que le monde attend d'eux. Selon les deux parties, les entretiens ont porté sur la crise actuelle



Près de 500 manifestants pakistanais en colère sont descendus dans la rue, hier à Peshawar, pour protester contre le soutien apporté par leur pays aux États-Unis. Une délégation pakistanaise qui s'est rendu en Afghanistan, hier, n'a pu convaincre les talibans de livrer Oussama ben Laden aux autorités américaines.

et non pas sur le cas Ben Laden.

Le roi Abdallah II de Jordanie a rencontré George W. Bush à la Maison Blanche pour apporter son soutien à la lutte lancée par les Etats-Unis contre le terrorisme, et pour exhorter le président américain à jouer un rôle plus actif au Proche-Orient afin de mettre fin aux violences. Cette rencontre a eu lieu le jour même du premier anniversaire de la deuxième Intifada.

Par ailleurs, le maire de New York Rudolph Giuliani a estimé qu'il faudrait «entre neuf mois et un an» pour achever de déblayer les décombres du World Trade Center. Selon un dernier bilan, le nombre de disparus s'élève à 5960, avec 305 morts confirmées.

Un livret d'instruction pour les terroristes (B14)

SHERBROOKE AUTOHAUS
4421, boul. Bourque, Rock Forest (819) 564-2834

Météo
ENSOLEILLÉ
Maximum 15 Minimum 2

Index

Ann. classées... C1, D7	Horoscope..... F5
Arts G1, H1	Loterie A2
Carrières B2	Messier C7
Centre-du-Québec E2	Météo F4
Chez nous E1	Mots croisés C7, F5
Décès D10	Opinions A12
Économie B1	Sports D1

ScotiaMcLeod^{MC}

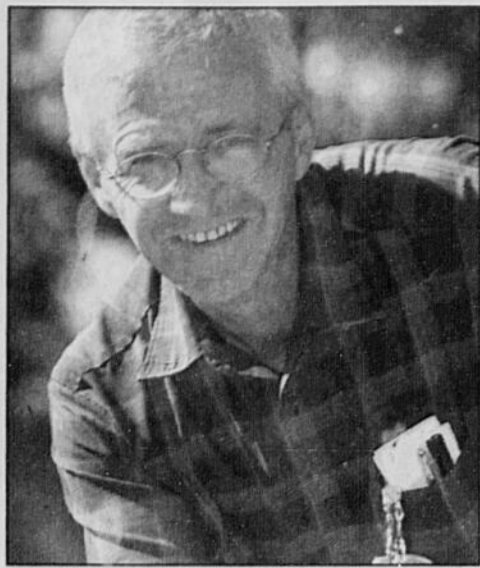
Vous ne savez plus où donner de la tête pour la planification de votre retraite ?
Tournez-vous vers les nôtres...
2 TÊTES
1 ÉQUIPE
0 TRACAS

Carole Lacasse
Conseillère en placement
829-5538

Louis Marchessault
Conseiller en placement
829-5541

*Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse. Scotia Capital Inc. est un usager autorisé de la marque. ScotiaMcLeod est une division de Scotia Capital Inc. Membre du F.C.T.E.
1 800 567-7384

À LIRE LUNDI



Richard Bolduc a pris les choses en mains à l'école Notre-Dame-du-Rosaire

La Tribune 1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8 www.cyberpresse.ca	
PRÉSIDENT ET ÉDITEUR Raymond Jardif	VICE-PRÉSIDENT FINANCES ET ADMINISTRATION René Morin
RÉDACTION (819) 564-5454 Télécopieur 564-8098 redaction@latribune.qc.ca	PUBLICITÉ (819) 564-5450 Télécopieur 564-5482
RÉDACTEUR EN CHEF Maurice Cloutier	DIRECTEUR François Fouquet
DIRECTEUR DE L'INFORMATION Michel Morin	ADJOINTS Alain LeClere Christian Malo
ADJOINTE AU DIRECTEUR Jacynthe Nadeau	ANNONCES CLASSÉES (819) 564-2222 Télécopieur 564-5482
TECHNOLOGIE ET INFORMATIQUE	Lundi au jeudi : 8 h 30 à 16 h 30 (au bureau) 8 h 30 à 19 h 30 (au téléphone) Vendredi : 8 h 30 à 16 h 30 (au bureau)
DIRECTEUR René Béliveau	ABONNEMENT ET TIRAGE (819) 564-5466 Sans frais 1 800 567-6955
ADJOINT Stéphane Garant	DIRECTEUR André Custeau
PRODUCTION	ADJOINT Serge Nadeau
DIRECTEUR André Roberge	
ADJOINTS Steeve Rancourt Michel Doyon	

L'AVENIR DE L'AMIANTE

Ottawa et Québec ont le devoir de prêcher par l'exemple

Gilles Fiset
SHERBROOKE

Ce n'est pas avec le marché intérieur, canadien et québécois, que l'industrie québécoise de l'amiante va prospérer. Si elle se bat pour obtenir des deux gouvernements une politique sur l'utilisation sécuritaire de l'amiante, c'est davantage pour édifier une vitrine pour ses produits. Et pour prêcher par l'exemple.

«Je suis allée en Russie dernièrement et la première question qui nous est posée c'est: pourquoi vous voulez vendre l'utilisation de l'amiante chrysotile quand vous ne l'utilisez même pas chez vous», lance le président du syndicat des Métallos de Lab Chrysotile, à Thetford Mines, André Brochu.

Les gens de l'industrie avec le Mouvement Pro-Amiante ont donc multiplié les pressions sur les gouvernements québécois et canadiens afin de les amener à adopter une politique d'utilisation de l'amiante, notamment dans la construction des routes mais aussi des autres infrastructures. Les bétons dans lesquels on mêle de l'amiante sont un peu plus coûteux certes mais la différence est comblée du fait que le produit résiste plus longtemps que les bétons habituels.

Le gouvernement du Québec a fait les premiers pas. Déjà, par exemple, quand on emprunte la route 73, dans la Beauce, on peut voir un panneau signalant que la route a été construite en amiante-ciment.

Pour faire suite à une motion adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale, ce printemps, le ministre québécois des Ressources naturelles, Jacques Brassard, a expliqué récemment qu'il a obtenu du Conseil des ministres le mandat d'élaborer une véritable politique de l'amiante impliquant plusieurs ministères. Cette politique est promise pour l'automne.

Du côté du fédéral, les cyclistes du Mouvement Pro-Amiante qui ont pédalé depuis Thetford-Mines et jusqu'à Ottawa, cette semaine, n'ont pas déployé leurs efforts en vain. Comme on l'apprenait jeudi, le député Gérard Binet leur a finalement transmis la volonté de la députation libérale de faire adopter au parlement une politique d'utilisation de l'amiante. Là aussi, la politique est promise pour l'automne.

«C'est une excellente nouvelle», a lancé le député de Richmond, Yvon Vallières, qui a été au coeur des principales batailles afin de combattre les préjugés envers l'amiante et d'obtenir sa promotion par les gouvernements.

«Comme nos édifices gouvernementaux sont tous construits, il reste que c'est surtout par l'asphalte-amiante qu'on pourra se donner le meilleur impact... Ce n'est pas ce qui va permettre à l'industrie d'écouler ses stocks mais on va gagner en crédibilité. Ça nous manquait quand on vantait les mérites de l'amiante aux étrangers. Désormais, on pourra dire: regardez chez nous, on fait une utilisation sécuritaire de l'amiante», a expliqué le député.

Il a dit espérer que Québec sera conséquent et qu'il interviendra dans la réglementation de la construction.

«Il va falloir changer la réglementation qui n'est pas applicable et arrêter de traiter l'amiante comme un poison mais plutôt le traiter sur le même pied que les autres produits», a-t-il ajouté.

L'industrie de l'amiante procure du travail à environ 1200 personnes dans les mines de Thetford Mines et à environ 400 personnes à la mine Jeffrey d'Asbestos.



L'industrie québécoise de l'amiante ne se débat pas seulement contre la mauvaise réputation du minéral blanc: les producteurs russent vendent présentement à rabais sur les marchés mondiaux à un prix qui couvre à peine les coûts de production.

Une mauvaise passe

Les Russes vendent à rabais sur les marchés mondiaux



Gilles FISETTE

SHERBROOKE

L'industrie de l'amiante ne vit pas ses dernières heures. Elle a encore un long avenir devant elle. Il est vrai toutefois qu'elle traverse une mauvaise passe. La pire sans doute de son histoire. Mais, et cela va peut-être en étonner plus d'un, les présentes difficultés n'ont rien à voir avec le syndrome dont elle est la victime, notamment en Europe. Le problème est double. Il est essentiellement... russe et asiatique.

Quand on interroge les gens de l'industrie, ils font la même analyse de la situation. Qu'ils soient du côté des patrons ou du côté des travailleurs.

«Les difficultés actuelles s'expliquent de deux façons. Il y a tout d'abord le fait que les Russes bradent présentement leur amiante sur les marchés mondiaux à des prix que nous ne pouvons pas concurrencer. Il y a notamment trois grandes mines d'amiante en territoire russe qui offrent leur amiante à un prix qui couvre à peine les coûts de production», explique le président de la Mine Jeffrey, à Asbestos, Bernard Coulombe.

Mais les Russes ne pourront pas jouer ce jeu indéfiniment. Il arrivera qu'ils seront obligés d'investir dans leurs mines. Ils devront fai-

re du développement. Ils devront hausser leur prix de manière à dégager des profits afin de financer ce développement.

«En vendant à des prix dérisoires, il ne reste pas d'argent pour le développement. Je calcule que ce régime ne pouvait être maintenu plus de cinq ans. Cette période de cinq ans se termine en 2003 environ... Je mise là-dessus et sur l'épuisement de petites mines comme celles d'Afrique du Sud», a rajouté M. Coulombe dont les propos sont aussi repris par le président du Syndicat national de l'amiante d'Asbestos, Rodrigue Chartier.

Ce n'est pas le désert pour autant pour l'amiante québécoise. Les producteurs d'ici continuent d'extraire du minéral et d'en vendre. Les clients sont certes attirés par l'amiante russe à bas prix mais plusieurs se retournent rapidement vers les fournisseurs occidentaux.

«Les Russes expédient leur amiante et leurs responsabilités s'arrêtent là. Nous, nous sommes accrédités ISO 9002. Nous offrons une qualité de produit et de services. Des clients comme les Japonais ne peuvent se satisfaire longtemps d'un fournisseur qui ne donne pas la qualité. Des clients reviennent donc vers nous», explique pour sa part le président du syndicat Métallos des travailleurs de Lab Chrysotile, à Thetford Mines, André Brochu.

Pour lui, il ne fait pas de doute que les beaux jours des producteurs russes sont comptés.

L'autre problème de l'amiante est relié à la situation économique des pays de l'Asie.

Les producteurs d'amiante chrysotile comme les mines d'Asbestos et de Thetford Mines sont surtout intéressés à promouvoir les produits qui font une utilisation très sécuritaire de l'amiante. On pense alors notamment aux produits d'amiante-ciment entrant dans la construction des bâtiments et des infrastructures. Dans l'industrie de l'amiante, on est convaincu qu'aucun produit ne peut remplacer aussi avantageusement l'amiante-ciment, notamment pour sa résistance à l'humidité, un facteur qui devient très préoccupant en Asie.

En Europe, notamment en France où le lobby anti-amiante a causé le plus de dommages dans la perception du minéral, les infrastructures sont déjà en place. Le marché principal pour l'amiante a maintenant cours dans les pays en développement.

«Il y a quand même 70 pour cent de la population de la terre qui est dans les pays d'Asie. Toutes les infrastructures sont à faire. Mais les pays d'Asie traversent encore un cycle économique difficile. Mais cela ne va pas durer...», rapporte M. Coulombe.

«Avec la baisse actuelle de la demande, le besoin de la mine souterraine qui est terminée à 90 pour cent a été repoussé d'une année. C'est pour ça qu'on a arrêté les investissements. Présentement, mon principal souci est de supporter ces investissements en attendant la reprise... Mais je suis optimiste...»

Plus d'amiante aurait pu retarder l'effondrement des deux tours du WTC

Gilles Fiset
SHERBROOKE

La phobie de l'amiante est si forte qu'une fois tombées les deux tours du World Trade Center, à New York, il n'y en a eu que pour les dangers pour la santé des secouristes et des résidents des alentours que pouvaient entraîner les fibres d'amiante en suspension dans l'air.

Pas une ligne sur les gaz de produits chimiques que pouvaient contenir les fumées d'incendie qui s'échappaient des ruines durant des jours et des jours.

Voilà maintenant que le boomerang fait demi-tour. Selon l'industrie, rapporte le président de la Mine Jeffrey, d'Asbestos, Bernard Coulombe - et ses propos ont été repris par le Mouvement Pro-Amiante, à Ottawa, cette semaine -, oui, il y a de l'amiante mais il n'y en avait pas assez. Si on avait été jusqu'au bout dans l'installation d'amiante dans les deux tours du WTC, lors de leur construction, cela aurait pu retarder l'affaiblissement des pou-

trilles d'acier, donc l'écrasement des deux tours.

«Ces jours-ci, il y a des études qui sont entreprises en ce sens, à New York», a lancé M. Coulombe.

Il explique que, lors de la construction des tours, les entrepreneurs ont fait «floquer» de l'amiante sur les poutrelles jusqu'au 64^e étage. Jusqu'à ce que les organismes de santé s'en mêlent, alarmés qu'ils étaient de l'état de santé des travailleurs affectés à ces travaux.

«S'il y avait eu de l'amiante jusqu'en haut, je ne dis pas que les tours ne se seraient pas écroulées. Mais je dis que l'amiante, sous l'effet du feu, aurait durci autour des poutrelles et les aurait protégées de la chaleur plus longtemps. On parle de quatre heures supplémentaires. Combien de vie aurait pu être sauvée?», a-t-il demandé.

Toutefois, a-t-il ajouté immédiatement, l'industrie ne veut pas faire ce débat. Elle ne veut pas défendre la technique du flochage qui a été à la source, il est vrai, de biens des maux pour les travailleurs. Ce qui a terni la réputation de l'amiante sous toutes ses formes.

Or, si le type d'amiante utilisé dans le flochage peut être facilement libéré dans l'air, il en va autrement de la fibre chrysotile et des produits dans lesquels elle se retrouve. Ces produits comme l'amiante-ciment ne posent aucun problème pour la santé.

Les propos concernant le WTC ne sont pas sans rappeler ce qui a été conclu quelque temps après l'explosion en plein vol de la navette spatiale Challenger.

À l'époque, avait rapporté M. Coulombe, les Américains, dans la foulée de la phobie de l'amiante, avaient retiré ce produit de la construction de la navette et des réservoirs des fusées qui la propulsent. Or, il s'avérerait que l'absence d'amiante dans les joints des propulseurs a été la cause de l'accident. Depuis, l'amiante est de retour sur les vols spatiaux.

«On pense à tort que les Américains interdisent l'utilisation de l'amiante sur leur territoire comme c'est le cas en France. C'est faux. Non seulement les Américains l'utilisent mais, ce que beaucoup ignore, ils possèdent aussi des mines d'amiante et en vendent...», signale M. Coulombe.

loto-québec résultats

La Mini

NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
636441	50 000 \$	63644	1 000 \$
36441	5 000 \$	6364	100 \$
6441	250 \$	636	10 \$
441	25 \$		
41	5 \$		

Tirage du: 2001-09-28

1 Pontiac SUNFIRE*
(numéro non décomposable)
441B615

5 lots de 1 000 \$
(numéros non décomposables)
317A346 579B441
461B819 591B237
549B709

15 lots de 500 \$ (numéros non décomposables)

124A635	237A601	424A727	185B758
189A378	340A712	504A793	250B504
213A015	392A884	143B986	448B007
224A271	403A659	157B825	

30 lots de 250 \$ (numéros non décomposables)

124A028	436A797	560A105	302B549
145A344	450A242	573A443	351B734
183A789	507A949	150B346	416B916
204A847	511A801	151B926	520B019
218A719	534A709	236B350	534B063
233A630	539A379	254B159	554B530
332A242	545A736	276B953	554B697
419A947	554A788		

Le jeu doit rester un jeu.

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de départé entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle de L.Q. cette dernière a priorité.

Le syndic met la clé dans la porte du Skcratch

René-Charles Quirion
SHERRBROOKE

Les habitués du resto-bar-billard le Skcratch de la Place Belvédère à Sherbrooke se sont butés à une porte close, hier matin.

Un agent de sécurité posté entre les deux portes accueillait clients et curieux pour leur indiquer de rebrousser chemin. Outre la pancarte blanche et rouge «Nous sommes désolés, établissement fermé», aucune explication de la cause de la fermeture.

L'huissier Jacques Morin de la firme de huissiers de justice Lamoureux, Carbonneau, Morin et associés a mis la clé dans la porte de l'établissement inauguré en grande pompe en avril 2000. Par contre, l'huissier n'a pas retourné les appels de *La Tribune* pour justifier cette fermeture.

Du côté de gestion *Sandalwood*, gestionnaires de la Place Belvédère, même son de cloche. Des appels répétés auprès de Marie-Josée Marcoux ou du bureau chef ont été vains pour tenter d'expliquer cette situation.

La 7e franchise du Skcratch qui avait nécessité des investissements de 1,3 million \$ couvrait une superficie de 22 600 pieds carrés à la Place Belvédère.

Là-bas, les commerçants observaient également la loi du silence concernant cette fermeture. Au kiosque de Loto-Québec, où la porte close de l'administration nous référerait, l'employée préférait ne pas se mouiller.

«On a entendu bien des choses, mais on aime mieux pas parler...», s'est contentée d'avancer la préposée.

Une cinquantaine de personnes travaillaient au Skcratch.



Un huissier a mis la clé dans la porte au resto-bar-billard le Skcratch de la Place Belvédère à Sherbrooke.

Inucom, Claude Poulin

Les mineurs et ben Laden



Marie GOUPIL

Vous savez qui on devrait envoyer aux trousseaux de ben Laden?

Nul autre que les 12 mineurs d'Asbestos et de Thetford Mines qui viennent de parcourir la distance Thetford-Mines-Ottawa à bicyclette, de même que les membres du Mouvement Pro-Amiante. Les grottes, les mines et les cavernes de l'Afghanistan ne résisteraient pas à l'expérience et à la détermination de ces gens-là. Je suis persuadé qu'ils pourraient ramener ben Laden à George W. par le chignon du cou!

Vous aurez certainement deviné que j'ai été grandement impressionné par ces travailleurs du monde de l'amiante que j'ai côtoyés pendant les deux derniers jours de leur périple vers Ottawa. Impressionné par leur opiniâtreté qui leur a finalement valu une magistrale victoire: l'engagement du gouvernement fédéral de coucher sur papier, avant l'arrivée de l'an 2002, une politique d'utilisation de l'amiante chrysotile ici-même au Canada. En clair, cela signifie que le Canada ne se contentera plus d'exporter 95 pour cent de sa production d'amiante chrysotile, mais qu'il donnera l'exemple en l'utilisant.

J'ai pu me rendre compte assez rapidement que rien ne pourrait arrêter ces travailleurs de l'amiante dans leur effort visant à sauver leur industrie, présentement à l'agonie. Ils croient à la propreté de leur produit lorsque utilisé de façon sécuritaire, à son utilité surtout, et ils ne laisseront plus personne le salir par ignorance.

Pour parvenir à cette victoire, les travailleurs de l'amiante ont évidemment eu besoin de la contribution politique de leurs députés, de l'appui d'un sénateur comme Raymond Setlakwe qui est un ami intime du premier ministre Jean Chrétien, mais il reste qu'en bout de ligne, c'est à eux-mêmes qu'ils doivent cette réussite.

Pour vous donner un exemple de leur détermination, quand les membres de l'équipe de soutien sont arrivés à Ottawa pour préparer l'arrivée des cyclistes, prévue pour deux heures plus tard, ils se sont heurtés à une manifestation déjà en cours sur la colline parlementaire. Et ce n'était pas la moindre: la secte du Falun Gong protestait contre le traitement que lui réserve la planète tout entière!

Depuis le matin, les disciples du Falun Gong au Canada, qui dénoncent la persécution dont font l'objet leurs semblables en Chine, méditaient et priaient sur la pelouse du parlement. De plus, une exposition de 34 photographies leur appartenant longeait l'allée centrale où circulent les piétons. Or, jugeant que les «fideles» prenaient trop de place et qu'ils avaient droit eux aussi à leur petit coin de la colline parlementaire pour installer leur kiosque d'information, les membres du Mouvement Pro-Amiante ont entrepris des démarches afin que le mouvement Falun Gong enlève, ou déplace à tout le moins, toutes leurs photographies. En moins de deux, les disciples de la secte ramassaient leurs petits et libéraient la place.

La campagne venait de mettre la ville au pas!

Ça va chauffer?

Ce n'est pas tant à la mairie comme dans certains arrondissements que l'on va assister aux luttes les plus intéressantes d'ici le scrutin du 4 novembre dans la nouvelle ville de Sherbrooke.

La lutte la plus captivante se fera vraisemblablement du côté de l'actuelle ville de Rock Forest, plus précisément dans l'arrondissement 5.2 de la nouvelle ville, où le maire sortant Benoît Charland et Daniel Chassé ont déjà annoncé leur candidature.

Si, en plus, les rumeurs de candidature qui entourent le vétéran conseiller Jean-Guy Dion et mon ex-collègue Bernard Sévigny se confirment, on assisterait alors à une véritable lutte de titans!

Dans un tel contexte, je ne parierais surtout pas contre ce vieux lion qu'est Jean-Guy Dion...

mgoupil@latribune.qc.ca

Des parents poursuivent le CHUS pour 2,8 millions \$

SHERBROOKE

Les parents d'un enfant de Canton-Tremblay, au Saguenay, et la conjointe du père réclament 2 785 000 \$ au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS) pour les séquelles occasionnées à leur nourrisson de deux mois, selon un article paru hier dans *Le Quotidien* de Chicoutimi.

Une dose de Phénobarbital dix fois supérieure à celle qui devait être prescrite aurait été administrée à l'enfant en 1994.

Selon la déclaration de la mère, du père et de la conjointe de ce dernier, l'enfant souffrait d'une apnée associée à une anesthésie rendue nécessaire pour une opération. Il devait recevoir 67,4 milligrammes de médicament en deux doses alors qu'on lui a administré deux doses de 340 mg à 19h45 et à 19h55, pour un total de 680 mg en dix minutes, explique *Le Quotidien*.

Trois heures et 25 minutes plus tard, une médecin du CHUS s'est aperçu «qu'elle avait donné dix fois la dose voulue». À ce moment, l'enfant était dans un état critique de coma profond et de dépression respiratoire affectant le système nerveux central, relate *Le Quotidien* de Chicoutimi.

Il a alors été décidé de transférer d'urgence le nourrisson à l'hôpital Sainte-Justine de Montréal. Une pédiatre a pris en charge l'enfant, qui a eu son congé un mois plus tard et est revenu dans sa famille.

2000, soit cinq ans et demi après les événements du CHUS, les parents ont constaté que leur enfant a été transféré d'école puisqu'il souffrait de «troubles de comportement, de retard de développement moteur, stéréotypie, retard de langage, dysphagie sévère, retard mental, misère à écrire, anxiété importante, etc...»

Toujours selon *Le Quotidien*, les parents soutiennent que la condition de leur enfant a empiré avec le temps et ils prévoient que ce dernier présentera des séquelles durant toute sa vie.

L'enfant est actuellement sous la garde

du père et de sa conjointe. Ceux-ci demandent en son nom 2,35 millions de dollars répartis comme suit: un million \$ pour le coût des soins futurs et un autre pour les pertes de capacité à gagner des revenus, ainsi que 350 000 \$ à titre de pertes non pécuniaires.

Le père réclame 160 000 \$ pour ses pertes pécuniaires et non pécuniaires ainsi que pour les soins prodigués à l'enfant. Sa conjointe actuelle réclame 150 000 \$ pour les mêmes raisons, tandis que la mère réclame pour sa part 115 000 \$.

C'EST ENCORE MIEUX QUAND C'EST MEILLEUR!

L'ÉVÈNEMENT «LE MEILLEUR DE NISSAN»

399\$ /mois*
0\$ acompte disponible
Transport et préparation inclus!

LE MIEUX C'EST D'EN PROFITER!

- Transmission automatique
- Ensemble agrément
- Radio AM/FM/CD avec 6 haut-parleurs, 120 watts
- Climatisation avec régulateur automatique
- Freins ABS et à disque aux 4 roues
- Moteur V6 de 255 chevaux
- Système antivol et antidémarrage avec clé à puce
- Assistance routière 24h

4,8% financement à l'achat**

MAXIMA 2002



NISSAN
TOUJOURS PLUS LOIN.

MANTEAUX DE DRAPS • LAINE • CUIR • SUÈDE • LAINE BOUILLIE • CACHEMIRE AGNEAU ET MOUTON RENVERSÉ • JUPES COORDONNÉES • PANTALONS DE CUIR ET DE LAINE

PREMIER DIVERSIMANTO
FOURRURE & MANTEAUX DIVERS

20%
SURTOUS LES MANTEAUX de CUIRS et SUÈDES

Pour elle et lui
Manteaux • Pantalons
Vestons • Vestes • Jupes

GRATUITS PAIRE DE GANTS ET FOULARD GRATUITS à l'achat d'un manteau

3 JOURS SEULEMENT JEUDI - VENDREDI - SAMEDI

ENCORE ET TOUJOURS PREMIER DEPUIS 80 ANS

422, rue King Est, Sherbrooke (819) 564-1337
Sans frais : 1 888 564-1337 Site Web : www.diversimanto.com
Dans l'est, face à la Pharmacie Jean-Coutu

Séquelles permanentes

Au printemps

*Location de 48 mois pour la Maxima GXE 2002 (UARG72 AA00). Acompte ou échange équivalent de 3 995 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement de 4,8 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. TOUJOURS PLUS LOIN et le logo NISSAN sont des marques de commerce de Nissan. www.nissancanada.com 1 800 387-6122



Vue sur SHERBROOKE LAROCHELLE

llarochelle@latribune.qc.ca

La route de deux lettres jumelles

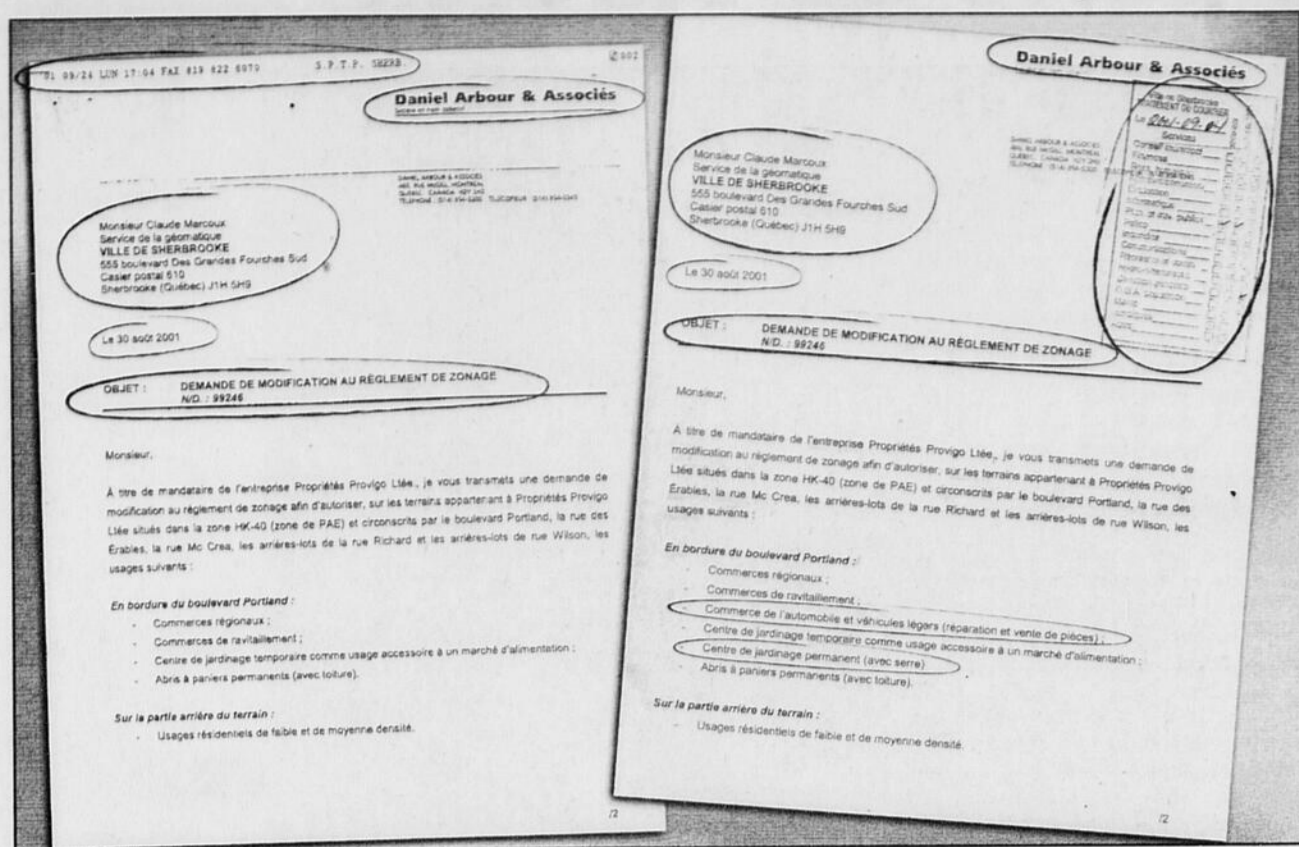
Je ne comprenais pas, mais je savais. J'aurais pu écrire la réponse de Proviso avant de rédiger l'article rapportant l'étonnante constatation d'avoir deux lettres identiques n'exprimant cependant pas les mêmes attentes pour un nouveau zonage des terrains situés face au Carrefour de l'Estrée. Dans les circonstances, il n'y avait que l'inadvertance pour sauver les apparences.

Je vous le précise, ces lettres siamoises ne me sont pas parvenues, comme c'est souvent le cas en campagne électorale, dans un colis suspect déposé au bas d'une porte avec des instructions détaillées pour actionner la minuterie d'une charge explosive. Si une erreur banale est à la base de cet imbroglio, sa découverte l'est tout autant.

J'avais commencé à rédiger un article sur les démarches de Proviso en me référant à la toute première lettre, inscrite aux greffes de la Ville, la première et la seule qui aurait été écrite le 30 août. C'est aussi celle qui associait au projet un commerce correspondant au profil d'une grande surface de Canadian Tire. Le texte a passé la nuit dans mon ordinateur. Comme j'avais deux copies que je croyais alors vraiment identiques, j'en ai jeté une dans mon bac de recyclage. Tout à fait par hasard, j'ai poursuivi la rédaction de mon texte le lendemain, mais avec la seconde version. J'ai soudainement eu un blocage; ce que je voyais à l'écran ne correspondait plus aux intentions sur la lettre.

C'est mon horoscope qui m'a sauvé de la folie. Pour les Taureaux, en septembre, le Soleil est en Vierge et le rejoin Mars dans ce signe ami. «Santé, énergie, volonté, instinct, vie sexuelle passionnante sont au programme», raconte Andrée D'Amour dans son livre *Astrologie 2002*. Mme D'Amour a dû, elle aussi, mélanger les dates, car l'influence positive des astres qu'elle annonçait pour septembre de l'an prochain s'est produite cette année!

D'abord, les employés de Cascades n'ont pas ramassé le papier destiné au recyclage durant la nuit. Deuxièmement, une lumière a jailli le lendemain du fond de mon bac; les explications de mon occulte mal imaginaire se trouvaient là. Banalement, là, j'avais sous les yeux deux lettres, à la fois jumelles et dissemblables.



J'aurais pu écrire la réponse de Proviso avant de rédiger l'article rapportant l'étonnante constatation d'avoir deux lettres identiques n'exprimant cependant pas les mêmes attentes pour un nouveau zonage des terrains situés face au Carrefour de l'Estrée. Dans les circonstances, il n'y avait que l'inadvertance pour sauver les apparences.

L'erreur

Une erreur administrative serait la mère de l'anguille cachée sous les roches. Ce n'est toutefois pas parce qu'on réussit à couper la queue d'une anguille qu'on la neutralise.

À la fin du mois d'août, la haute direction de Proviso reçoit une copie conforme de la recommandation de la firme de consultants, datée du 30 août, qui suggère de demander à la Ville un maximum d'usages pour ses terrains, incluant une description correspondant au profil de Canadian Tire. «Notre entreprise s'est empressée de corriger le tir», a précisé la porte-parole de Proviso. La mise au point du 27 septembre confirme que les intentions formelles de Proviso n'ont été communiquées à la Ville que le 21 septembre. Que s'est-il passé entretemps?

La lettre semant le doute figurait au bordereau de correspondance de la réunion publique du conseil municipal du 14 septembre. Normalement, vu la rapidité avec laquelle le personnel municipal achemine les copies de lettres

demandées, le déroulement des événements aurait été le suivant: le 15 septembre, au lendemain de la réunion du conseil municipal, le document parvient à *La Tribune*. Le 16, le journal, citant le document, titre: *Proviso et Canadian Tire pourraient être voisins en face du Carrefour de l'Estrée*. La panique s'empare de l'Hôtel de ville!

Dans de telles circonstances, Proviso ne peut nier le contenu de sa lettre inscrite aux greffes puisqu'elle n'a pas encore envoyé la seconde. Dans toutes ces dates, ne perdez pas la clef de l'énigme: la Ville ne reçoit pas avant le 21 septembre un deuxième avis écrit de Proviso, qui est toujours daté du 30 août. Y avait-il un intérêt quelconque à ce que les journalistes ne voient jamais la première lettre de Proviso consignée aux greffes et à ce que la date figurant dans le bordereau de correspondance du lundi précédent soit la même sur une demande révisée?

Que se passe-t-il également le 21 septembre? Les élus municipaux prennent livraison de leur courrier hebdomadaire. La lettre de Proviso alors acheminée aux élus, dont à la conseil-

lère du district du Carrefour, Dany Lachance, est la demande originale, plus encombrante sur le plan politique et plus explosive en cours de campagne électorale.

«Est-ce vrai, Mme Lachance, que Canadian Tire ou un commerce semblable figure dans les plans de Proviso», aurait pu demander un des citoyens que la conseillère visite en effectuant son porte à porte. Qu'aurait-elle répondu? Avant que les lettres jumelles soient rendues publiques, Mme Lachance, qui siège pourtant à l'exécutif, n'avait pas été informée par les fonctionnaires de la bonne nouvelle, du repli de Proviso. À l'intérieur de la nouvelle Ville de Sherbrooke, qui sera deux fois plus peuplée, les délais entre l'appareil administratif et les élus pour communiquer une information seront-ils deux fois plus longs?

Sanctuaire démocratique

Comprenons-nous bien, si l'erreur avait été commise dans le dossier soumis par la cantine à patates frites *Chez Ti-loup*, pour demander à la Ville d'al-

longer une corniche de deux mètres ou obtenir la permission de poser du revêtement de vinyle au lieu de la maçonnerie, la banalité de la faute aurait gardé son caractère banal.

Mais là, dans le sanctuaire démocratique de Sherbrooke, il est difficile d'avaler la tête de l'anguille sans avoir envie d'en recrachier des morceaux. Le développement des terrains stratégiques autour du Carrefour de l'Estrée est l'incarnation des rapports de force, justes, équilibrés et démocratiques, entre les citoyens et les promoteurs. Chaque mètre de terrain pour bâtir des commerces a été arraché au terme de négociations, de concessions. Il y avait une logique à construire des grandes surfaces le long de l'autoroute 410, où se trouvent Croteau et Réno-Dépôt, à condition de boucler le secteur et de ne permettre aucun accès au quartier résidentiel. Marché conclu, se sont félicités les élus, les citoyens et les promoteurs.

Pour les terrains vacants devant le Carrefour de l'Estrée, c'est plus complexe. La topographie, les problèmes de circulation, la proximité des maisons, etc., exigent toutes sortes de contorsions. Ces multiples contraintes expliquent les échecs répétés des différents promoteurs.

Puisque que nous entreprenons un long processus au cours duquel nous ne serons pas à une modification près. La troisième lettre de Proviso, qui est une révision de la seconde, qui était qu'une version amendée de la première même si elle portait la même date, n'a malgré tout pas corrigé une autre coquille. «Ce changement ne portera aucun préjudice aux propriétaires des terrains voisins. En effet, nous retrouvons déjà dans cette section du boulevard de Portland plusieurs commerces d'envergure, dont le centre commercial Les Galeries de l'Estrée», lit-on dans les documents officiels de Proviso.

La référence aux Galeries de l'Estrée annonce-t-elle un autre centre commercial d'envergure en face de celui qui existe déjà et qui s'appelle le Carrefour de l'Estrée? Ce serait utile de le préciser. Afin d'éviter tout malentendu et pour que la population ait foi dans les belles paroles à l'effet que Proviso est consciente de la réalité du secteur et qu'elle saura s'en montrer respectueuse. Pour l'heure, la correspondance de Proviso est teintée d'amateurisme.

BFGoodrich
PRENEZ LE CONTRÔLE

Mordez dans l'hiver!
avec les pneus BFGoodrich™

40\$ rabais

Rabais du manufacturier de 40 \$ à l'achat de 4 pneus Winter Slalom™ de BFGoodrich™. Offre valable du 24 septembre au 28 octobre 2001.

En plus vous pourriez gagner un des 4 voyages de ski pour 2 à Whistler ou à Tremblant; un des 12 équipements de ski; une des 20 paires de billets de remonte-pente.

Plus de 40 000 \$ en prix.
Aucun achat requis pour participer au concours.
Consultez votre détaillant pour le règlement du concours.
Respectez les exigences de l'A.C.C.C. (Association canadienne de l'industrie des caoutchoucs)

DE PNEUS COMEAU

133, rue Angus Sud, East Angus
(819) 832-3928

Une sortie dans la Nature

VENEZ NOUS VOIR!

CETTE SEMAINE

À CUEILLIR :

- Lobo
- McIntosh
- Spartan
- Cortland
- Empire
- Poires Beauté Flamande

AU KIOSQUE :

- Lobo
- McIntosh
- Spartan
- Cortland
- Prunes
- Poires Bartlett
- Jus de pommes
- Jus de poires
- Pâtisserie

VERGER R. M. FERLAND
380, Chemin-de-la-Station, COMPTON JOB 1LO
(819) 835-5762

Précision

Dans l'article traitant du Carrefour de solidarité internationale en page A3 de notre édition d'hier, il aurait fallu lire que la directrice générale du CSI n'a pas démissionné, mais a été mise à pied.

SECOURS-AMITIÉ ESTRÉE

Besoin d'être écouté? Quelqu'un est là pour toi!

Anonyme et confidentiel

564-2323
1-800-667-3841

Une lueur d'espoir

7 jours
24 heures

EXPÉRIENCE et Service

• EXAMEN DE LA VUE
• DÉPISTAGE: - glaucome - cataracte
• LUNETTERIE
• VERRES DE CONTACT DE SPÉCIALITÉ: - astigmatisme - double foyer

Le Dr Pierre Vallée désire aviser la population que le Dr Chantal Brisson, o.d., pratiquera dorénavant à sa clinique. Mme Brisson invite donc ses patients à venir la rencontrer ou à prendre rendez-vous au (819) 564-8282

CLINIQUE D'OPTOMÉTRIE
PIERRE VALLÉE

4777, boul. Bourque, Rock Forest, 564-8282

Le PQ tenu responsable du déficit au CHUS

Selon Monique Gagnon-Tremblay, le manque de fonds était prévisible

René-Charles Quirion
quirion@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Le Parti libéral du Québec tient responsable le gouvernement du Parti québécois pour le déficit auquel fait face le CHUS.

La députée libérale de Saint-François à l'Assemblée nationale, Monique Gagnon-Tremblay dénonce ce déficit de près de 7 millions \$, qui était, selon elle, prévisible.

«Il faut maintenant passer aux correctifs. Le CHUS doit se soumettre à une loi anti-déficit, dans un contexte de sous-financement. Le gouvernement du Parti québécois n'a pas pensé aux augmentations des coûts de chauffage et de médicaments lorsqu'il a accordé ses crédits», explique la députée de Saint-François.

Appuyée par le député de Châteauguay, porte-parole en matière de santé et whip de l'Opposition officielle, Jean-Marc Fournier, Monique Gagnon-Tremblay estime que le CHUS demeurera en déficit tant que le sous-financement ne sera pas réajusté.

«Le ministre de la Santé sera bientôt en région et il n'y a personne ici pour lui faire le message. Il y a eu des économies de 30 millions \$ faites lors de la réorganisation des services sans que ces sommes ne soient réintégrées

ou réinjectées. Le CHUS ne doit pas être pénalisé à cause de ses efforts. Son financement doit tenir compte de sa situation de centre hospitalier universitaire», poursuit la députée de Saint-François.

Monique Gagnon-Tremblay convient que le CHUS a connu quelques ratés dans sa gestion, mais loin d'elle l'idée de lancer la pierre aux dirigeants.

«Il y a encore quelques améliorations à faire, mais le problème majeur demeure le sous-financement. Le CHUS a entre autres engagé 57 stagiaires cet été pour faire souffler ses infirmières, mais ils n'ont rien reçu du gouvernement pour les payer», mentionne Monique Gagnon-Tremblay.

Problème de financement

Le porte-parole en matière de santé estime que le ministre de la Santé fait face à un problème de financement et de planification.

«Les hôpitaux du Québec se dirigent vers des déficits de 175 à 200 millions \$. Il n'y a pas suffisamment d'argent pour couvrir les coûts du système. Je me demande où les hôpitaux vont couper sans que les services aux patients soient affectés», mentionne M. Fournier.

Le député de Châteauguay souhaite que le financement par capita du système de santé au Québec soit haussé. Ve-



Le député de Châteauguay, whip en chef de l'Opposition officielle et porte-parole en matière de santé, Jean-Marc Fournier, et la députée de Saint-François, Monique Gagnon-Tremblay, estiment que le déficit dans les hôpitaux du Québec, dont celui du CHUS, étaient à prévoir.

Une pêche inhabituelle



La Tribune, Daniel Forgues
Les policiers du SPRS ont effectué une pêche inhabituelle, hier, en fin de matinée, dans un étang près du camping de l'île Marie à Lennoxville: un vieux véhicule au fond de l'eau! Les pompiers de Lennoxville ont été appelés sur place pour collaborer aux manoeuvres de récupération; policiers et pompiers avaient hâte d'inspecter le véhicule à sa sortie de l'eau pour voir s'il n'y avait pas de cadavre, mais il n'en n'était rien. On sait que les archives de l'ancien service de police de Rock Forest avaient des notes datant de 1994 sur ce véhicule qui appartenait à un sherbrookois.

VENTE colossale

50% sur tous nos vestons, habits et manteaux automne-hiver

pour **lui** Entrepôt

Se termine le dimanche 30 septembre 2001

2251, rue King Ouest Sherbrooke 821-4419

Nouvelle succursale 930, 13e Avenue Nord Sherbrooke LES GALERIES/QUATRE SAISON 563-1111

nant au 5e rang à l'échelle canadienne pour sa richesse relative, le Québec arrive au 9e échelon pour le financement per capita pour son système de santé. Jean-Marc Fournier souhaite que le Québec ramène son financement du système de santé au même rang national per capita que sa richesse relative.

Sous-financement

«Il ne faut pas blâmer la gestion des hôpitaux, mais le sous-financement. C'est le gouvernement qui a créé le déficit dans les hôpitaux. Douze heures après le dépôt des crédits, nous anticipons ce déficit. Ce sont maintenant les gestionnaires et les citoyens qui sont pris avec cette situation. Le gouvernement doit admettre ses fautes et réajuster le tir dans la santé», signale le député Fournier.

«Nous avons un système de santé à préserver. Il faut penser d'abord aux patients. Le gouvernement doit couper ailleurs. Il doit faire de meilleurs choix que celui de la santé. Le déficit zéro est très louable, alors le PQ doit faire des choix pour couper ailleurs que dans la santé», renchérit Monique Gagnon-Tremblay.

loto-québec		résultats				
Le Mini	Tirage du 2001-09-28	Banco Tirage du 2001-09-28				
NUMÉROS	LOTS	03	05	08	09	11
636441	50 000 \$	17	18	19	21	24
36441	5 000 \$	26	31	34	38	39
6441	250 \$	42	45	49	55	58
441	25 \$					
41	5 \$					
63644	1 000 \$					
6364	100 \$					
636	10 \$					
Quotidien	Tirage du 2001-09-28	Extra Tirage du 2001-09-28				
3 4	010 3618	SUPER 7 Tirage du 2001-09-28				
		15	16	29	30	39 40 47
		Nombres complémentaires 05				

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

T.V.A., LE RESEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUEBEC

NOUVEAU! JEU DE LOTERIE INSTANTANÉE AVEC CÉDÉROM

GRATTEZ-VOUS LES MÉNINGES

MOZAÏC

RENDEZ-VOUS AU FABULEUX COFFRET ET DÉCOUVREZ DES POINTES D'ÉTOILES. MOZAÏC, LE TOUT NOUVEAU JEU DE LOTERIE INSTANTANÉE AVEC CÉDÉROM VOUS PROPOSE QUATRE BEAUX DÉFIS ET PEUT-ÊTRE... UNE PART DU TRÉSOR! JUSQU'À 25 000 \$ À GAGNER!

Pour plus d'information ou pour en connaître plus sur la configuration requise, faites le 1 888 229-7777.
www.mozaic.loto-quebec.com

18 ans+

Julie Martel
Massothérapeute/Orthothérapeute
L'équipe du Centre de beauté Confidence est heureuse d'accueillir Julie Martel, massothérapeute/orthothérapeute.

275, rue King Ouest Sherbrooke 346-8488

CENTRE DE BEAUTÉ CONFIDENCE

Mario Lauzon

Le St-Malo, pub «Gustare» (voisin du Cartier) est fier d'annoncer la venue de M. Mario Lauzon, barman «Emeritus», qui vient se joindre à son équipe pour vous recevoir dans une ambiance chaleureuse et conviviale dès le 2 octobre.

255, boul. J.-Cartier Sud (face au parc).

Le St-Malo

Les élections municipales

4 novembre 2001

Drouin-Paquette appuie Paquin

David Bombardier
SHERBROOKE

Améliorer le marché de l'emploi et les services offerts aux résidents du centre-ville, voilà ce que tentera de faire le conseiller municipal Serge Paquin s'il est élu comme conseiller du district 4.1 lors des élec-

tions du 4 novembre prochain.

«La création de la nouvelle ville de Sherbrooke modifie positivement le portrait du district électoral du centre de la ville puisqu'une partie du secteur Immaculée-Conception y est maintenant intégrée», se réjouit l'actuel vice-président du Comité exécutif de la Ville de Sherbrooke.

Comme elle voit son secteur intégré à

d'autres districts, l'actuelle conseillère d'Immaculée-Conception, Lise Drouin-Paquette, a décidé de se retirer de la vie politique municipale. Elle appuie du même coup M. Paquin, «un homme dont la carrière politique a démontré qu'il est à l'écoute de ses concitoyens et qui agit pour répondre à leurs besoins», assure-t-elle.



Serge Paquin

Diane Délisle lance une flèche à Léonard Laplante

Daniel Forgues
dforgues@latribune.qc.ca
DEAUVILLE

«**O**n n'est pas encore fusionné qu'on est déjà laissé pour contre. Les citoyens de Deauville méritent respect et considération», lance Diane Délisle au moment où elle annonce qu'elle sera candidate dans le district 5.1 (Deauville et Rock Forest) aux élections de novembre.

Conseillère municipale à Deauville depuis quatre ans, Mme Délisle a été la seule à s'élever, cette semaine, contre le fait que l'on ne prévoyait pas de bureau de votation à Deauville dans le cadre des élections; on

devra se déplacer à Rock Forest pour voter.

Mme Délisle profite d'ailleurs de l'annonce de sa candidature pour lancer une flèche à l'autre candidat dans ce district, Léonard Laplante, qui a soutenu que Deauville devait

être la porte d'entrée de la nouvelle ville de Sherbrooke.

«M. Laplante a tout simplement répété des paroles déjà prononcées par Jean Perreault, il n'a pas réagi parce qu'il n'y a pas de bureau de votation à Deauville», dit-elle.

«On traite Deauville comme si c'était plutôt une porte de sortie de Sherbrooke», soutient Mme Délisle.

Cette dernière dit ne pas présenter de programme électoral comme tel.

«Je pourrais m'engager dans plusieurs promesses comme certains candidats le font, mais je me contente de m'engager à demeurer pro-active comme je le fais depuis quatre ans et de voir au bien-être des citoyens», lance Mme Délisle.

Mère de deux enfants, Mme Délisle demeure depuis 14 ans à Deauville. Elle est agente en immobilier et siège depuis trois ans à la SDERS; elle a également siégé deux ans au conseil d'administration du centre de femmes La Paroisse.



Diane Délisle

Denis Demers convoite le même district que Pouliot

David Bombardier
ASCOT

Le conseiller municipal Denis Demers a annoncé hier qu'il se présentera contre le maire d'Ascot, Robert Pouliot, au poste de conseiller municipal du district 4.2 de la Ville nouvelle de Sherbrooke.

«J'habite ce district depuis plus de 12 ans, explique M. Demers. J'ai le goût, l'intérêt et la disponibilité nécessaire pour m'occuper des affaires municipales et pour rele-



Denis Demers

ver le nouveau défi que nous propose le gouvernement du Québec par la création de la ville nouvelle.

«Riche d'une très grande expérience de l'administration municipale, je crois que tous les efforts devront être faits pour que les citoyens sortent gagnants de cette réforme municipale», poursuit celui qui occupe le poste de conseiller municipal d'Ascot depuis 10 ans.

M. Demers entend proposer aux résidents de son district «un programme qu'ils pourront enrichir par leurs conseils et leurs suggestions».

Jean De Francesco se voit comme un «administrateur»

Daniel Forgues
dforgues@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Se disant sans expérience politique mais fort d'une expérience administrative de plusieurs années, Jean De Francesco a décidé de faire le saut dans la politique municipale en se présentant dans le district 2.1 couvrant une partie de Fleurimont et une partie de l'Est de Sherbrooke.



Jean De Francesco

«Je ne suis pas un politicien, mais un administrateur, ce qui fait que ma vision des choses est très différente», dit-il.

«Je vais en politique municipale pour assurer mes concitoyens que la ville nouvelle vivra selon ses moyens, que le budget ne sera pas déficitaire et qu'on puisse même générer des surplus qui iront diminuer le déficit accumulé», soutient-il.

À 58 ans, retraité de la Commission

Mariette Fugère met de l'avant son expérience

René-Charles Quirion
SHERBROOKE

Désirant mettre son expérience des trois dernières années au conseil de ville de Sherbrooke au profit de la population, Mariette Fugère se lance dans la campagne électorale dans l'arrondissement 2.1 en vue des élections du 4 novembre prochain à la Ville nouvelle de Sherbrooke.

La conseillère sortante du Parc-Victoria entend défendre les intérêts des citoyens de son secteur face aux gestionnaires des services municipaux et au conseil municipal. Son principal cheval de bataille demeure de maintenir les meilleurs services au meilleur coût possible.

Si selon ses affirmations, la satisfaction de la population a toujours été sa principale préoccupation, elle entend continuer en ce sens.

«Que ce soit comme membre du comité de services à la population, du comité de développement durable et à la Corporation de développement du centre-ville, je n'ai cessé de préconiser les principes suivants: une taxation équitable, la sécurité pour tous, un environnement sain et une démocratie vivante. Il ne faut toutefois jamais oublier qu'il faut vivre selon nos moyens ou selon les moyens que la population décide de se donner», explique Mme Fugère par voie de communiqué.

Ce district situé dans l'arrondissement Fleurimont et l'Est de Sherbrooke voit une lutte à trois se présenter avec les candidatures de Jean De Francesco et de Raymond Fillion en plus de celle de Mariette Fugère.



Mariette Fugère

scolaire de la région sherbrookoise où il a enseigné, dirigé plusieurs écoles et été administrateur, Jean De Francesco ne fait pas de promesses électorales.

«Je ne ferai pas de promesses électorales car je n'y crois pas; par contre, je continuerai d'œuvrer auprès des plus démunis de notre société, de soutenir les oeuvres de bienfaisance qui ont de plus en plus de difficultés à conserver des états financiers non déficitaires», dit-il.

M. De Francesco était le deuxième candidat, après Raymond Fillion, à s'inscrire officiellement pour les élections dans ce district dont la conseillère sortante est Mariette Fugère qui pose également sa candidature.

Une panne touche 10 000 abonnés d'Hydro-Sherbrooke

La Tribune
SHERBROOKE

Quelque 10 000 abonnés d'Hydro-Sherbrooke ont été privés de courant vers 20 heures hier soir, et ce pendant une bonne partie de la soirée.

La panne sectorielle s'est étendue aux résidences et aux commerces situés de part et d'autre de la rue King, tant dans sa portion Est qu'Ouest, une partie du Vieux-Nord, incluant le pourtour

du Club de golf de Sherbrooke, de même qu'au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, à Fleurimont.

L'interruption, a-t-on indiqué à Hydro-Sherbrooke, est attribuable à la rupture d'une barre d'alimentation de 25 000 volts, rattachée au poste Saint-François. On ignorait ce qui avait pu causer la rupture de cette pièce d'équipement.

Les abonnés affectés par cette panne ont retrouvé le courant entre 21 heures et 21 h 30. Au plus fort de l'interruption, le quart des abonnés d'Hydro-Sherbrooke étaient sans électricité.

CHRONIQUE : ÉVÉNEMENT À SOULIGNER

JEAN A GAGNÉ SA COMPÉTITION!



- Réussite sportive, scolaire ou artistique
- Mariage
- Graduation
- Naissance
- Anniversaire

ou tout autre événement vécu par un proche que vous voulez faire connaître.*

les annonces
CLASSÉES

*Photo et texte : 35 \$ plus taxes la parution. Demandez les détails à notre préposé.

(819) 564-2222

47515

La **LOI** vous oblige à payer un droit pour le recyclage à l'achat de chaque pneu neuf.

Le Relais

paye cette taxe de recyclage si vous vous procurez vos pneus d'hiver avant le 10 octobre 2001.

Un simple dépôt suffit!
Faites installer vos pneus quand vous voulez!

Entreposage gratuit de vos pneus d'été!

Recevez un appareil photo Minolta 35 mm à l'achat de 4 pneus **BLIZZAK DMZ2**



11, rue Léger, Sherbrooke • (819) 566-7722
1091, 13^e Avenue Nord, Fleurimont • (819) 565-2111

55236

Daniel Chassé affronte Charland

David Bombardier
ROCK FOREST

La Ville nouvelle devra nous assurer la même

qualité de vie, rechercher l'équité pour le contribuable, installer un équilibre dans le pouvoir des arrondissements et surtout créer un sentiment d'appartenance à nos organismes sportifs et cultu-

rels.» C'est en ces termes que l'ancien président de la Chambre de commerce de la région sherbrookoise, Daniel Chassé, a annoncé hier qu'il sera candidat

Les élections municipales

4 novembre 2001

dans le district 2 de l'arrondissement 5, soit une partie de Rock Forest, lors des élections municipales du 4 novembre prochain.

«Ce que j'offre aux citoyens de mon district, c'est une vision moderne et efficace de la gestion, un engagement ferme à bâtir une ville qui répondra à leurs besoins en préservant et en améliorant la qualité de vie qu'ils ont actuellement», a-t-il mentionné devant une vingtaine de parents et amis.

M. Chassé prévoit que la

«campagne de sa vie» en sera une d'information, puisque la Ville nouvelle est «une grosse machine très très mal connue».

Le candidat au poste de conseiller en a profité pour écorcher au passage le maire de Rock Forest, Benoît Charland, qui se présente aussi dans le même district. «M. Charland n'a pas tenu un discours très constructif par rapport à la fusion, rappelle M. Chassé. Moi, je suis plus pronouvéauté et constructif. Je ne suis pas comme quelqu'un qu'on a étiqueté contre les fusions dès le début.

«Dans la dernière année, on peut se demander si, au niveau économique, M. Charland n'a pas pris une décision le favorisant lui-même plutôt que ses ci-

toyens», a-t-il poursuivi au sujet de «l'augmentation de salaire rétroactive que M. Charland s'est offerte». «Le problème, ce n'est peut-être pas le bien-fondé de la chose, mais bien la façon dont il s'y est pris...»



Daniel Chassé

Une lutte qui promet

La campagne qui se dessine dans le district 5.2 sera «musclée sur le plan des idées», prévient M. Chassé. En fait, elle a de bonnes chances d'être l'une des plus intéressantes puisque, outre MM. Chassé et Charland, on prévoit qu'au moins deux autres candidats bien connus pourraient être sur les rangs, soit Jean-Guy Dion, conseiller municipal de Rock Forest, et Bernard Sévigny, ancien journaliste à Télé-7.

Serge Forest voit un beau défi

René-Charles Quirion
SHERBROOKE

Candidat à la mairie de Rock Forest en 1999, Serge Forest est de retour sur la scène politique municipale à titre de candidat à la Ville nouvelle de Sherbrooke dans le district 3 de l'arrondissement 5, Rock Forest/Saint-Élie/Deauville.

C'est le défi de contribuer à bâtir une nouvelle structure municipale qui motive M. Forest à briguer les suffrages en vue du 4 novembre prochain sur le territoire situé au Nord du boulevard Bourque à Rock Forest.

«Dès 1995, j'ai travaillé au regroupement des municipalités de Rock Forest, Saint-Élie et Deauville. Le grand regroupement de Sherbrooke et ses banlieues est une motivation importante. Le nouveau Sherbrooke sera une locomotive qui servira de moteur économique en région. Par contre, il faut veiller à une décentralisation vers les arrondissements», explique Serge Forest.

Le candidat au poste de conseiller du district 5.3 souhaite garder le citoyen au cœur de ses priorités. Il entend voir à la bonne gestion de



Serge Forest

taxes des contribuables et garder l'œil sur la distribution des services aux citoyens.

«Nous devons conserver nos acquis au niveau social et en matière de loisirs et de culture. Il faut bâtir dans le nouveau contexte, tout en gardant les couleurs qui caractérisent notre district», indique Serge Forest.

Sans appuyer l'un ou l'autre des candidats à la mairie, M. Forest entend aller donner de l'information aux citoyens sur les enjeux de cette nouvelle ville.

«Les gens doivent savoir à quoi se rattacher. Nos citoyens doivent payer le moins cher de taxes possible. Je me suis déjà mouillé lors des consultations publiques par rapport aux enjeux à partager entre les nouvelles villes, comme Hydro-Sherbrooke ou le centre récréatif de Rock Forest», mentionne Serge Forest.

Serge Forest sera opposé au conseiller sortant de Rock Forest, Alain Demers dans le district 5.3.

«Augmenter la qualité de vie des Forestois»



Imacom, Claude Poulin

Maire de Rock Forest depuis 1999, Benoît Charland a officiellement posé sa candidature, hier, au poste de conseiller du district 2 de l'arrondissement 5, essentiellement formé d'une partie du territoire de Rock Forest. Farouche opposant à une fusion forcée, M. Charland a défendu la création des arrondissements afin de «préserver l'identité des Forestois». «Les arrondissements sont en fait des mini-villes où les citoyens pourront retrouver tous les services dont ils ont besoin, explique-t-il. M. Charland estime qu'il est aussi possible «d'augmenter la qualité de vie des Forestois tout en poursuivant un rigoureux programme d'assainissement des finances publiques, associé à un remboursement de la dette.» M. Charland (au centre) qui a remis son bulletin à Me Pierre Huard (à droite), président de l'élection, était accompagné par son directeur de campagne, Gilles Morency.

SUIVEZ L'ODEUR DE LA TARTE AUX POMMES!

le gros Pierre

COMPTON 835-5549

Surprise pour les enfants tous les samedis!

CETTE SEMAINE

À cueillir:	Au kiosque:
<ul style="list-style-type: none"> • McIntosh • Cortland • Spartan 	<ul style="list-style-type: none"> • Lobo • Summered • Cortland • McIntosh • Spartan • Pommettes

Addition-Elle

Chef de file canadien de la mode en tailles 14+



Addition-Elle

tailles 14+

carrière



AIE & CO.

une division d'Addition-Elle

tout-aller



Lingerie

tailles 14+

lingerie

3 styles différents

pour tous vos besoins mode!

Carrefour de l'Estrie (819) 564-5078 www.addition-elle.com

Sa demande à la CSST jugée trop tardive

David Bombardier
STOKE

«Si j'avais conté des menteries il y a un an, je recevrais aujourd'hui de l'argent de la CSST, mais puisque j'ai relaté les choses comme elles se sont réellement passées, je passe pour un trou de cul!»

Yvan Brochu en a gros sur le coeur. Ce résident de Stoke travaillait en mécanique industrielle quand il s'est blessé au dos, le mardi 3 octobre 2000, après avoir soulevé une lourde charge.

Comme il n'est «pas du genre à se plaindre» et qu'il occupait un poste de superviseur - et non un «emploi physique» -, M. Brochu n'a pas averti immédiatement son employeur qu'il s'était blessé.

«Je croyais que c'était une entorse lombaire, une blessure qui se soigne normalement en deux semaines si on fait attention», explique celui qui souffre de maux de dos depuis 1991. «Mais je n'ai pas manqué plusieurs jours d'ouvrage à cause de ça», précise-t-il.

M. Brochu a donc continué à travailler normalement pendant trois jours, mais le matin du vendredi 6 octobre 2000, à son réveil, la douleur était telle qu'il est allé consulter un médecin. «J'avais des raideurs et c'était pire que pire», se souvient-il. De nombreux examens à l'hôpital ont finalement révélé une hernie discale.

«Avoir su, je serais parti chez moi tout de suite après et je n'aurais pas continué mon travail», regrette M. Brochu. Car bien que l'homme de 32 ans affirme qu'il s'agit bien d'un accident de tra-



Yvan Brochu s'est blessé au dos en travaillant le 3 octobre 2000. Comme il n'a averti son employeur que trois jours plus tard, la CSST refuse de l'indemniser.

vail, la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST) refuse de l'indemniser.

«Il n'y a pas de lien entre votre lésion et l'événement du 3 octobre 2000», lui a écrit la responsable du dossier à la CSST, Marie-Ève Poitras, dans une lettre datée du 22 décembre 2000.

«Il ne s'agit pas d'un accident de travail, poursuit-elle. En effet, l'événement s'est produit à la maison le 6 octobre (vendredi matin) au réveil. Après deux ou trois pas, vous avez ressenti un choc et de la douleur au niveau du dos. D'ailleurs, ce n'est qu'à ce moment-là que votre employeur et le médecin ont été informés de la lésion et de l'événement.»

Dernier recours

À la suite de ce refus, M. Brochu a fait une demande d'assistance-emploi, ce qui lui a permis d'obtenir quinze semaines rétroactives de salaire.

Au même moment, il demandait à un avocat de s'occuper de sa demande de révision, qui a elle aussi été refusée le 12 septembre dernier.

Son dernier recours: contester la décision du bureau de révision administrative devant la Commission des lésions professionnelles, ce qui lui coûtera au minimum 5000 \$, estime-t-il.

«Je suis confiant de l'emporter parce que mon histoire se tient debout, lance M. Brochu. Il doit bien y avoir une justice quelque part...»

Au moment de son accident, son fils Édouard était âgé d'à peine 4 mois et sa petite famille venait tout juste d'emménager dans une nouvelle maison à Stoke, un mois auparavant. «Je suis chanceux que ma femme fasse un bon salaire», raconte-t-il en précisant qu'une année complète sans salaire l'a forcé entre autres à vendre son véhicule tout-terrain.

Comme il a été opéré avec succès en juin 2001, M. Brochu pourra vraisemblablement réintégrer son emploi dans une semaine.

Bientôt l'automne!

Pendant que vous admirez les beautés automnales, nous préparons votre confort hivernal

LE CACHE POT - DÉCOR -

2289, rue King Ouest
Sherbrooke
Aux Promenades King
564-2965

Trois décoratrices et trois conseillères pour vous servir

RÉSEAU DES
FEMMES D'AFFAIRES
DU QUÉBEC INC.

ERRATUM

Notez que dans l'annonce parue aujourd'hui en page E6, on aurait dû lire :

Bilan des compétences :

Dates : 10 et 24 octobre au lieu de 10 et 28 septembre

Québec accorde 123 000 \$ à Coaticook

QUÉBEC - La ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, Louise Harel, et le président d'Infrastructures-Québec, Gilles Vaillancourt, ont annoncé cette semaine une aide gouvernementale de 123 000 \$ à la Ville de Coaticook.

Destinée à permettre la réalisation d'un projet de réfection de conduites d'aqueduc et d'égout domestique sur les rues Lemay et Thibault, cette aide financière représente les deux tiers du coût des travaux admissibles. Elle est consentie en vertu du volet 2 du programme «Infrastructures-Québec».

Ces travaux visent à éliminer les refolements au réseau d'égout, à accroître la capacité des conduites d'aqueduc et à assurer la pérennité des services d'eau de ces rues. Ils comprennent sommairement la mise en place d'environ 366 mètres et 355 mètres de conduites d'aqueduc et d'égout respectivement et la réfection de la chaussée au-dessus de la tranchée. La réalisation de ce projet bénéficiera à environ 115 habitants et contribuera à la création de quelque 2 emplois-année.

Centre du foyer
SEARS

Avec la carte Sears,

VOUS AVEZ 2 ANS POUR PAYER SANS INTÉRÊT*

les portes d'entrée, portes de patio, portes-fenêtres, toitures et fenêtres

Offre de prime pour fenêtres Défi Climat^{MD} en vinyle, installées, avec enduit à basse 'E' et remplissage d'argon

Grand choix de styles et de combinaisons, dont fenêtres à battants, à guilotine, à auvent et à châssis coulissant à l'horizontale.

Rabais 250\$ sur toiture installée avec bardeaux garantis 25 ans ou plus
Minimum: 1200 pi.

Rabais 100-250\$ sur portes d'entrée, portes de patio et portes-fenêtres, installées

APPELEZ LE 1-800-LE-FOYER^{MC} (1-800-533-6937)

24 HEURES SUR 24, 7 JOURS SUR 7, DES PRODUITS ET SERVICES DE TOUTE CONFIANCE^{MC}.

POUR UN DEVIS À DOMICILE, SANS OBLIGATION, PASSEZ À VOTRE MAGASIN SEARS OU TÉLÉPHONÉZ ET DEMANDEZ LE TÉLÉPHONISTE N° 30.

*Payez en 24 mensualités égales, sans intérêt, à partir du mois suivant l'installation. Avec la carte Sears seulement, sur approbation de votre crédit. Achat minimum: 200 \$. Tous les frais et taxes applicables sont payables au moment de l'achat. Des frais de crédit s'ajouteront au solde de votre compte pour toute portion impayée d'un montant porté sur votre compte Sears, à compter du mois suivant.

Offre en vigueur jusqu'au dimanche 7 octobre 2001. Renseignez-vous.

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 7 OCTOBRE 2001

SEARS

Copyright 2001, Sears Canada Inc.

Puisque vous avez le choix!

Un milieu de vie véritablement à votre mesure !
Un chez-vous douillet et sécuritaire auquel vous aspirez et une panoplie de services et d'activités pour le corps et l'esprit.

Vous retrouverez, parmi les nombreux services offerts et avantages de la résidence :

- un choix d'appartements et de studios
- une salle à dîner avec service aux tables
- un rapport qualité/prix supérieur
- seulement à 5 minutes de marche du Carrefour de l'Estrie

DU 27 AU 30 SEPTEMBRE,
venez rencontrer nos intervenants au Salon des Boomers, au **Carrefour de l'Estrie**, ou prenez rendez-vous dès maintenant pour visiter nos studios de très grande superficie, et obtenir des renseignements sur notre « Formule Soins et Services Sans Souci ».

Visitez notre site internet www.villadelestrie.com

Villa de l'Estrie

La résidence qui se distingue !
3300, rue des Chênes,
Sherbrooke (Québec) J1L 2G1
Télé. : (819) 823-3384

Tél. : (819) 823-1123
* demandez Monique

L'escalier artistique élève les talents

L'École Mitchell-Montcalm souligne en grand les 10 ans de la vocation Arts et culture

Pierrette-Hélène-Roy
SHERBROOKE

Témoin efficace de la vitalité artistique des élèves passés et actuels de l'École Mitchell-Montcalm, l'exposition *L'escalier artistique* vient célébrer avec éclat le 10^e anniversaire de la vocation Arts et culture de cette école.

Présentée au Musée des Beaux-Arts de la rue Dufferin à compter d'aujourd'hui samedi - le vernissage se tient entre 11 et 13h - jusqu'au 7 octobre, après avoir fait l'objet d'une présentation officielle à la presse hier, cette exposition étonnante et extrêmement réjouissante quant aux riches talents qui s'y révèlent constitue également une stimulante ouverture d'un milieu scolaire sur le monde.

Langage du coeur

La présidente d'honneur Mme Chantal L'Espérance, commissaire et conseillère municipale qui ne refuse aucune occasion de voir son nom associé à un événement ou un lieu culturel a dit accepter ce rôle comme un honneur à cause des convictions qui sont les siennes à l'égard de toute la question des arts et de la culture.

«Pour moi l'art est le langage du coeur, qui vient parler aux émotions et à tous nos sentiments. C'est une empreinte qu'on laisse pour les générations futures, qui parle un langage universel. Sans oublier que les artistes s'imposent comme des ambassadeurs pour notre ville.»



André Lamarque, directeur adjoint de l'école Mitchell-Montcalm et Brigitte Rouillard, enseignante et responsable du département des arts bavardent avec Anh Minh Truong, finissant de l'an dernier et qui a remporté le concours provincial du Groupe Jeunesse.

Elle a dit apprécier que malgré les compressions et les tourments budgétaires des dernières années, la Commission scolaire ait maintenu cette vocation qui permet aux jeunes de s'épanouir.

grâce au dévouement généreux des enseignants.

Mme Brigitte Rouillard, responsable de la vocation art et culture, a pour sa part rendu un hommage particulier à tous les anciens élèves et à ceux des cours actuels, aux enseignants et à tous ceux qui ont cru en cette vocation, et a indiqué qu'elle est la preuve que la vocation artistique est contagieuse, l'image de l'escalier étant révélateur de l'évolution du programme de sa naissance à sa maturité actuelle.

Un point tournant

«Mon passage par la vocation Arts et culture a été un point tournant dans ma vie, une chance extraordinaire et un tremplin qui m'a poussé à aller plus loin, a pour sa part témoigné un ancien élève Anh Minh Truong, qui remportait en mai dernier le concours provincial du groupe Jeunesse d'éducation et qui se destine au cinéma. Je me sens artiste et j'assume complètement la chance que j'ai.»

Dressant l'historique de la vocation Arts et culture, le directeur adjoint de l'école André Lamarque a relaté que depuis sa création, celle-ci a reçu plus 350 élèves parmi lesquels un grand nombre a poursuivi en arts au cégep et/ou à l'université.

L'exposition *L'escalier artistique* présente une sélection d'oeuvres réalisées par une soixantaine d'élèves actuels et passés, regroupées en îlots pour chacun des niveaux, auxquelles s'ajoutent des oeuvres des membres du «Club d'art» du primaire, démarré en 1999, des travaux personnels des enseignants et des trousseaux pédagogiques créés par eux-ci.

Bal des aînés au manège militaire

SHERBROOKE - Les petits frères des pauvres, en collaboration avec le 714^e Escadron des communications, organisent le Bal annuel des Aînés au manège militaire de Sherbrooke.

Tous sont invités, ce soir à compter de 19h, à se joindre au groupe pour rendre hommage à ceux qui ont construit le Sherbrooke d'aujourd'hui.

SCIES à chaîne CLAUDE CARIER

Donnez un nouveau sens à l'expression « UN INVESTISSEMENT SOLIDE »

La meilleure garde au sol de l'industrie

Une suspension indépendante aux quatre roues pour couronner le tout, c'est le plus robuste et le plus travailleur des VTT sur le marché



Financement et accessoires disponibles sur place.

ARCTIC CAT
PLUS, POUR ALLER PLUS LOIN.

45, rue Craig, Cookshire
875-3847 - 1 800 909-3847

Isuzu, 85 ans d'expérience.



- MOTEUR V6 3.2 LITRES 205 HP
- VITRES ET PORTES ÉLECTRIQUES
- GARANTIE DE 5 ANS / 100 000 KM SUR LE GROUPE PROPULSEUR
- CLIMATISATION
- LECTEUR DC

Rodeo S 2001

Mensualité	447 \$	399 \$	339 \$
Comptant	0 \$	2225 \$	4995 \$

399\$ / mois
Bail de 48 mois

Taux de location de 1,9%
Comptant de seulement 2225\$
Frais de transport inclus

ISUZU

Loain devant.

isuzucanada.com

*Basée sur un Isuzu Rodeo S 3.2L 2001, PMSF 32 485 \$. Ces mensualités sont calculées sur un bail de 48 mois et comprennent le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du bail, un comptant initial (ou échange équivalent) ainsi qu'un premier versement et un dépôt de garantie vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 0,12 \$. Programme 24 000 km aussi disponible. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Pour plus de détails, contactez votre détaillant Saturn Isuzu le plus près de chez vous ou composez le 1 800 263-1999

Saturn Saab Isuzu de Sherbrooke
4880, boul. Bourque
Rock Forest
(819) 823-1400

Qu'est-ce que Julie ne donnerait pas pour revenir en arrière



Bien des drames humains pourraient être évités si chacun y mettait du sien !
Un lieu de travail sécuritaire,
un bon programme de formation,
l'utilisation de méthodes conformes
et l'équipement de protection adéquat...
Voilà autant de moyens qui doivent être mis de l'avant par les employeurs et les travailleurs pour prévenir les accidents du travail.

Québec



La prévention, j'y travaille !

www.csst.qc.ca

CSST

Coaticook opte à son tour pour la SQ

Jean-François Gagnon
COATICOOK

La Sûreté municipale de Coaticook sera dissoute au cours des prochains mois et son territoire se trouvera alors désormais desservi par la Sûreté du Québec. Cette décision a été prise par les membres du conseil municipal de Coaticook, jeudi, après qu'ils aient rencontré de hauts dirigeants de la SQ, en Estrie.

Selon les informations fournies par le maire de Coaticook, André Langevin, la SQ devra avoir pris la relève du service de police coaticookois, qui compte une douzaine de policiers, le 30 juin 2002, au plus tard. Mais on s'attendait à ce que le changement puisse s'effectuer dès avril prochain.

Dans les prochains jours, la décision du conseil municipal coaticookois fera l'objet d'une résolution. En fait, ses huit membres adopteront celle-ci le lundi 8 octobre, pendant leur assemblée mensuelle.

Il y a quelques semaines à peine, M. Langevin avait émis des réserves face à l'éventuelle desserte du territoire de sa localité par la SQ. Mais la rencontre que son conseil a eue avec le directeur régional du corps de police provincial, Donald Gingras, et du directeur du poste de la SQ de Coaticook, Luc Pel-

lerin, jeudi, semble l'avoir presque totalement rassuré.

De même, l'échevin responsable de la sécurité publique, au sein du conseil coaticookois, Serge Gosselin, a tout l'air heureux du service proposé par la SQ. «Je crois que cela sera aussi bien que ce à quoi nous avons droit avec notre corps de police. En outre, notre population aura normalement des policiers qui demeureront près d'elle», soutient-il.



André Langevin
municipalité», remarque-t-il.

Les coûts

D'après M. Langevin - et cela est possiblement une des choses lui plaisant aujourd'hui le plus, dans ce dossier -, sa ville économisera certaines sommes, grâce au changement de garde qui s'accomplira bientôt chez elle.

«Grosso modo, nous payons 1,2

million \$ par année pour notre service. Or, si le coût de notre desserte policière restera le même, après sa disparition, nous aurons cependant droit à un rabais de neutralité, pendant un certain temps», divulgue le premier magistrat.

Annuellement, ce rabais serait de l'ordre de quelque 150 000 \$. Et c'est parce que Coaticook a réalisé une fusion avec ses deux anciens cantons voisins qu'elle y aurait droit. «On désire ainsi éviter de pénaliser des municipalités qui ont fusionné, tel qu'on le leur demandait», explique-t-il.

Toutefois, il admet que sa localité encourra des pertes, à cause de du changement qui s'opérera, en 2002. Du matériel de la SM de Coaticook passerait ainsi aux mains du corps de police provincial, et ce pour des sommes moindres que leur valeur réelle. Mais le manque à gagner serait relativement minime, selon les affirmations de l'élu municipal.

Par ailleurs, le maire Langevin se questionne toujours quant à l'impact réel qu'aura le comité de sécurité publique de la MRC de Coaticook sur les décisions de la SQ, dans sa région. «On ne nous en a pas dit beaucoup, à ce sujet, jeudi.»

Mais, déjà, il entend demander qu'au moins deux représentants de la Ville de Coaticook s'y retrouvent, puis que «sa localité possède environ la moitié de la population de sa MRC.»

Jacques Lareau quitte Lac-Mégantic pour Châteauguay

Ronald Martel
LAC-MÉGANTIC

Il semble qu'un défi intéressant a réussi à tenter le directeur général du Carrefour Santé du Granit, Jacques Lareau, puisqu'il a choisi de quitter ses fonctions pour le Centre hospitalier Anna-Laberge de Châteauguay, dans la région de Montréal.

M. Lareau a joué un rôle important dans la résolution de la crise vécue au centre hospitalier de Lac-Mégantic qui, depuis quelques années, avait subi les contrecoups d'un manque d'effectifs médicaux, surtout à son urgence, qui a même fermé ses portes brièvement, et aussi à son département



Jacques Lareau

d'obstétrique. Des problèmes du même genre avaient également fait en sorte que l'hôpital manquait sporadiquement d'anesthésiste.

Tous s'entendaient pour dire que Jacques Lareau s'en était très bien tiré dans la gestion de cette crise comme haut dirigeant de l'hôpital.

De plus, c'est sous son impulsion que l'institution avait décroché, plus tôt cette année, une subvention de 12

millions \$ pour des améliorations notables, particulièrement pour sa salle d'urgence.

Le conseil d'administration, par le biais de son président Léon Ducharme, a émis un communiqué spécifiant que c'est avec regrets qu'il a dû accepter la démission de son directeur général, qui prendra effet le 26 octobre.

À la suite de ce départ imprévu, le c.a. procédera en parallèle à la nomination d'un directeur général intérimaire, par le biais d'un comité de sélection qui se chargera d'entrevues des candidats potentiels, autant à l'interne qu'à l'externe, et à la sélection d'un nouveau directeur général permanent pour le Carrefour Santé du Granit.

«Nous voulons assurer toute la population que le c.a. est sensible à tout met-

tre en oeuvre pour assurer une continuité en regard des importants dossiers en cours. Nous comptons sur la collaboration de tous et chacun afin de faciliter la transition dans le meilleur intérêt de notre clientèle et de notre établissement», déclare M. Ducharme.

Il n'a pas manqué de remercier M. Lareau pour son excellent travail et de lui souhaiter bonne chance dans ses nouvelles fonctions.



Qu'il est beau!

GALA DES PRIX GÉMEAUX
demain 19h30



ICI Radio-Canada
CKSH TÉLÉVISION

Réalisation : Nicole Brown
Animation : Normand Brathwaite

Gingras dévoile ses engagements

René-Charles Quirion
rquirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE

Richard Gingras s'engage à ce que le plafond d'augmentation de cinq pour cent des taxes foncières prévu par le Gouvernement du Québec, ne soit pas une obligation et prend l'engagement de limiter, autant que possible, les ajustements de taxes foncières dans les différents arrondissements.

C'est avec la conception qu'une ville n'est pas la propriété des élus que le candidat Richard Gingras a levé le voile, hier, sur sa plate-forme électorale.

À travers cet axe de campagne concernant la fiscalité, la dette et les finances publiques, M. Gingras s'engage à ce que l'intégration des huit villes se réalise dans un souci d'équité pour tous les citoyens.

«J'entends ne jamais perdre de vue

que les recettes fiscales, qui permettent à une ville d'opérer, proviennent avant tout du budget familial. Je souhaite doter la Ville nouvelle d'une administration plus efficace favorisant la saine gestion et l'équilibre budgétaire», estime M. Gingras dans sa plate-forme électorale.

Richard Gingras entend favoriser l'autonomie des arrondissements. Selon lui, les arrondissements doivent, sur certains aspects précis, bénéficier d'une autonomie suffisante pour faire face aux réalités de leurs quartiers et répondre aux préoccupations de leurs résidents. M. Gingras est aussi partisan du droit pour les arrondissements de choisir démocratiquement le niveau de services qu'ils sont prêts à se payer.

Richard Gingras s'engage aussi à instaurer un processus de consultations ponctuelles qui permettront aux élus de prendre le pouls de la population en particulierité en ce qui a trait à leur qualité de vie. Ce thème s'avère d'ail-

leurs primordial au candidat à la mairie de la Ville nouvelle de Sherbrooke.

Une vision commune du développement économique sera au coeur des axes de M. Gingras. Il entend travailler avec tous les intervenants socio-économiques à la réalisation de cette vision commune.

Trois principes

Homme de principes, Richard Gingras entend en favoriser trois majeurs afin de guider son action publique au cours des quatre prochaines années, s'il est porté au pouvoir le 4 novembre prochain.

M. Gingras entend rechercher l'équité entre tous les citoyens de la Ville nouvelle.

«Je m'engage à adopter une approche équilibrée qui assurera que tous les citoyens de la ville-centre et des arrondissements soient traités avec équité.



Richard Gingras

L'administration municipale devra favoriser l'équilibre entre la capacité de payer des citoyens et le niveau de services qu'ils recherchent», estime M. Gingras.

L'union des forces municipales est au coeur des principes de Richard Gingras. Il travaillera à rallier le plus grand nombre de citoyens en mettant en commun et en catalysant les forces et les ressources humaines, matérielles et financières des huit arrondissements de la Ville nouvelle.

Favoriser la vie démocratique

Richard Gingras entend également favoriser les débats et la vie démocratique.

«Finir le temps des décisions prises dans l'obscurité avec une clique de petits amis. Il m'apparaît important de faire en sorte que la structure municipale soit souple et proche des citoyens», estime M. Gingras.

Un encan pour SERVIR

Gilles Besmargian

VICTORIAVILLE

Les membres de la Fondation SERVIR Bois-Francs préparent activement leur principale activité de financement annuelle, la vente aux enchères d'œuvres d'art, qui aura lieu le samedi 13 octobre prochain, au Club de golf de Victoriaville. Il est déjà acquis que près de 200 personnes assisteront à la soirée sous la présidence d'honneur du peintre Marcel Fecteau (i.a.f.).

La Fondation, qui comptait 28 membres en 2000 en accueille trois autres cette année. Le comité exécutif, présidé par Pierre Roux et secondé par Jean-Marc Fréchette à la vice-présidence ainsi que par Guy Aubert au poste de secrétaire-trésorier, a recommandé l'intronisation au sein de l'organisme de Daniel Bérubé et Daniel Gaudreau, deux hommes d'affaires bien connus dans la région. Pour sa part, Louise Bourgeois a accepté l'invitation de l'organisme de succéder à son père François, décédé récemment.

En vue de la vente aux enchères, le président d'honneur a invité 21 de ses collègues à présenter une quarantaine de toiles. Parmi ces peintres qui offrent de leurs oeuvres, mentionnons Lise Auger, Gilbert Breton, Diane Brunet, Serge Brunoni, Michel Casavant, Horace



La Tribune, Gilles Besmargian

Le président de la Fondation SERVIR Bois-Francs, Pierre Roux (à gauche), et le vice-président, Jean-Marc Fréchette (à ses côtés), accueillent cette année deux nouveaux membres au sein de l'organisme. Il s'agit de Daniel Bérubé (à droite), président de Get D et Daniel Gaudreau, président du Groupe Gaudreau de Victoriaville.

Champagne, Juan Cristobal, Littorio Del Signore, Jacques Hébert, Vladimir Horik, Louise Kirouac, Jean-Pierre Lafrance, Michel Lapensée, Paul "Tex" Lecor, Jacques Lisée, Bruno Lord, Stewart Maine, Humberto Pinochet, Jacques Poirier, Armand Tatossian et Louis Tremblay.

Au cours de la dernière année, la Fondation SERVIR a remis plus de 15 000 \$ à divers organismes à but non

lucratif de la région des Bois-Francs. Les dons sont répartis dans les catégories suivantes : L'enfance, la jeunesse, la réinsertion sociale, les groupes supports aux handicapés et aux démunis, les services communautaires et l'expression artistique.

En huit ans d'existence, c'est une somme de 81 000 \$ qui a été distribuée. L'actif de la Fondation s'établit à plus de 300 000 \$.

Pavillon des arts et de la culture de Coaticook
116, rue Wellington, Coaticook
(819) 849-6371



Du jazz à son meilleur

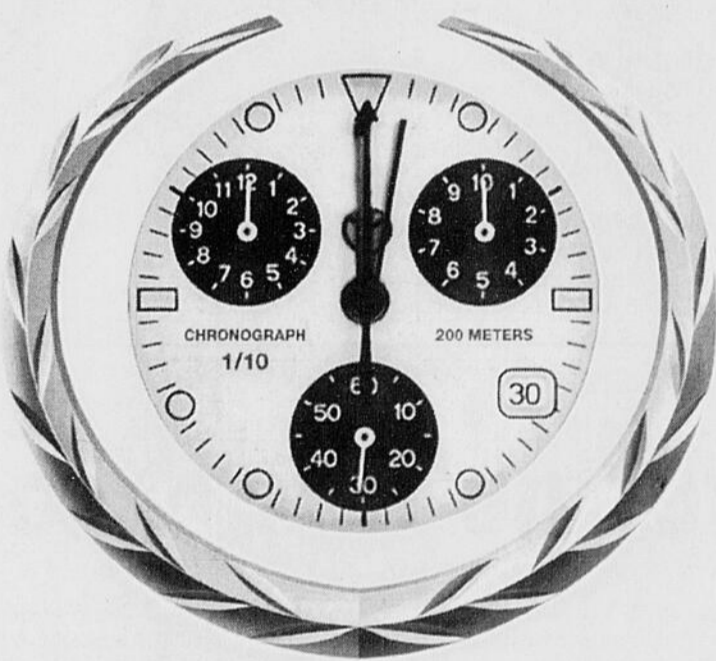
dorothee berryman

BILLETTS
1 800 361-4595

DOROTHÉE BERRYMAN

BILLETTS
1 800 361 4595

SAMEDI 6 OCTOBRE, 20 h



Le compte à rebours est commencé.



DeVille 2001



Seville 2001



Catera 2001

1,9% à l'achat sur les modèles 2001*

Garantie limitée et entretien régulier sans frais : 4 ans ou 80 000 km**



Cadillac

La fusion du design et de la technologie.



Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs sélectionnés 2001 en stock. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. *Taux de financement à l'achat de 1,9% disponible jusqu'à 48 mois pour DeVille, Seville et Catera. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. **Selon la première éventualité. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.



PRÉSIDENT ET ÉDITEUR Raymond Tardif
 RÉDACTEUR EN CHEF Maurice Cloutier
 DIRECTEUR DE L'INFORMATION Michel Morin
 ADJOINTE AU DIRECTEUR Jacynthe Nadeau

Opinions

Le bras long mais les idées courtes

Les terribles attentats de New York et Washington ont déjà changé beaucoup de choses dans la vie des Américains, mais leurs conséquences à plus long terme iront bien au-delà d'une guerre entre les États-Unis et les Talibans au pouvoir à Kaboul, entre le bien et le mal, comme se plaît à le dire le président George W. Bush.

En fait, ces actes barbares constituent d'une certaine façon un cruel message destiné non seulement à nos voisins du Sud, mais aussi à l'ensemble de l'Occident.

Les discours réducteurs présentent la situation comme un affrontement entre l'Occident et l'Islam, entre les États-Unis et les terroristes du mystérieux Oussama ben Laden. Mais il y a bien plus: comment en est-on arrivé là et pourquoi un tel déchaînement de violence et de haine?

Ces guerriers du XXI^e siècle, ces radicaux, aussi fanatiques soient-ils, ne se disent-ils pas en lutte contre le rouleau compresseur de l'Occident (donc américain), son matérialisme, son modèle de développement unique, sa culture envahissante, bref contre ce qu'ils perçoivent comme une menace à leurs propres valeurs, à leurs croyances profondes et à leur identité?

Et en ce sens-là, les attentats d'il y a deux semaines nous interpellent tous, que l'on soit Européens, Américains, ou Québécois, sur l'avenir que nous voulons: un monde de partage, de respect et de diversité, ou une planète divisée entre une majorité d'exclus, de désespérés, prêts à tuer au nom d'Allah, et un Occident matérialiste, arrogant et impérialiste.

Bien sûr, il est tout à fait justifié pour les Américains de vouloir châtier les responsables de ces horribles attentats, mais, au lieu de parler de guerre et de diaboliser Oussama ben Laden, George Bush aurait plutôt intérêt à rechercher une alliance anti-terroriste dotée de moyens et de stratégies pour s'attaquer aux réseaux, à leur sources de financement et à leurs sanctuaires.

Pour les pays attachés à la démocratie et à la liberté, la lutte au terrorisme sera longue et sa méthodologie reste à définir face à un ennemi invisible, fanatique et... riche! Mais le combat devra aussi porter sur l'injustice, l'oppression et l'incompréhension de part et d'autre.

Pour l'heure, le langage guerrier du président Bush et les démonstrations de force des derniers jours n'ont rien de rassurant et bien malin celui qui pourrait dire ce qui se prépare vraiment...



Denis DUFRESNE

Même la Chine et la Russie ont fait part de leurs craintes, tandis que l'Europe, quoique solidaire des États-Unis, refuse avec raison de signer un chèque en blanc.

Car une attaque américaine en Afghanistan risquerait d'embraser l'Asie centrale et de creuser encore davantage le fossé entre l'Occident et le reste du monde. De plus, un conflit entraînerait à coup sûr une réaction en chaîne. On n'a qu'à regarder les récentes manifestations de rue au Pakistan, ou à songer aux fragiles républiques de l'ex-URSS, comme le Tadjikistan, aux prises avec

des guérillas fondamentalistes...

En outre, les États-Unis risqueraient de s'embourber dans les montagnes afghanes, comme les forces soviétiques dans les années 80, en plus de détruire ce qui reste de ce pays, dont la population vit dans une misère inqualifiable, à la merci d'un régime violent et intolérant, royaume du marché noir et du lavage de cerveau.

Il y a beaucoup d'hypocrisie dans le discours ambiant qui réduit le conflit à un affrontement entre le bien et le mal, entre un Occident démocratique et un monde musulman que l'on qualifie sans discernement d'obscur et d'intolérant.

Surtout lorsque l'on sait que ben Laden avait l'aide des Américains à l'époque de l'invasion soviétique...

Des fanatiques menacent de livrer une guerre sainte au nom de l'Islam, une religion de justice et de paix à laquelle adhèrent un milliard d'individus.

Il ne faut surtout pas jouer leur jeu en se lançant dans une riposte sans merci. Le combat contre le terrorisme doit viser les vraies sources du mal: le désespoir, l'impuissance et la pauvreté.

Les États-Unis ont beau se présenter comme les défenseurs de la démocratie, les événements du 11 septembre les obligeront à un peu d'humilité, à s'interroger sur leur hégémonie plané-

taire et leur unilatéralisme, à tenir compte des autres.

La mondialisation ne peut se limiter à un plus grand marché pour les multinationales, elle doit aussi signifier une ouverture sur les autres, l'acceptation des différences et le partage des richesses.

À défaut de valeurs communes, nous devons chercher à nous entendre sur un minimum de dignité et de liberté, ce qui exigera du respect et de la bonne foi, autant de la part des leaders islamiques que des dirigeants occidentaux.

Le fait que des jeunes hommes désespérés et fanatisés soient prêts à se tuer eux-mêmes pour en tuer d'autres, au nom d'un idéal politico-religieux, démontre l'extrême urgence d'un nouvel ordre mondial, d'une justice matérielle et d'une alternative démocratique.

Sans quoi, de plus en plus de réfugiés palestiniens, de jeunes algériens, de paysans afghans, de Kurdes, d'Irakiens et de Soudanais, ces peuples laissés pour compte, oubliés, bafoués, verront dans la violence et le fondamentalisme le seul moyen de se faire entendre.

Commentaire

Une première leçon d'humilité



Daniel FORGUES

Passé de bureau de vote dans la municipalité de Deauville pour les élections municipales qui approchent.

La nouvelle ville de Sherbrooke sert une première leçon d'humilité aux Deauvillois qui seront bientôt des Sherbrookois.

La conseillère Diane Déglise a raison: il s'agit là d'un manque de respect à l'endroit de la population de Deauville.

Le fait que les Deauvillois devront sortir de leur milieu pour exprimer leur choix en faveur de leurs futurs élus en novembre n'est pas juste un manque de respect à leur endroit: c'est une insulte à toute la communauté de Deauville.

Le président des élections, Me Pierre Huard, soutient que les Deauvillois devront s'exprimer à l'école Boijoly de Rock Forest parce qu'il s'agit d'un endroit plus centralisé pour les électeurs de cet arrondissement.

Centralisation: le mot est juste... et il a de quoi inquiéter, faire peur même. Me Huard aurait aussi pu parler d'économie. Mais il ne l'a pas fait, probablement par respect pour les citoyens concernés.

Si les Deauvillois doivent sortir de leur territoire pour exprimer leur choix politique dans le cadre des élections, qu'en sera-t-il une fois la nouvelle ville de Sherbrooke constituée?

Comme bien des citoyens appelés à faire partie de la nouvelle ville de Sherbrooke, les Deauvillois vivent dans l'ignorance.

Ils savent que Deauville disparaîtra, que le taux de la taxe foncière augmentera considérablement à un rythme pouvant atteindre cinq pour cent par année.

Le maire de Sherbrooke Jean Perrault a toujours soutenu que les gens de la région devaient contribuer financièrement aux infrastructures de Sherbrooke parce qu'ils les utilisent. La fusion qui approche lui donne raison. Toute la région paiera bientôt pour Sherbrooke.

Les citoyens impliqués, et probablement les décideurs, ne connaissent pas encore toutes les conséquences de cette fusion alors que l'on s'apprête à élire nos nouveaux représentants.

Le fait que les futurs ex-Deauvillois doivent se rendre à Rock Forest pour voter illustre probablement ce qui les attend dans la nouvelle ville.

Hausses de taxes assurées. Mais qu'en sera-t-il des services?

Les nouveaux citoyens de la nouvelle ville risquent de se faire donner bien des leçons d'humilité au cours des prochains mois, eux qui n'ont pourtant pas demandé de se faire assimiler et qui avaient choisi de vivre en banlieue tout en payant moins de taxes et acceptant des services moindres que dans une ville-centre.

Paraît que cette fusion représentera une économie substantielle dans les dépenses publiques. Mais pour qui?



Fenêtre sur le monde

Un avatar qu'il faut combattre



Jean-René CHOTARD

Sécurité, prospérité, prestige sont les trois grandes priorités qu'un état doit garantir pour lui-même et ses citoyens. Ce sont ces trois valeurs essentielles qui furent attaquées et atteintes le 11 septembre, à New York et Washington. Après la stupeur, dans son deuil, l'Amérique calcule et prépare une riposte contre un adversaire difficile à localiser et à frapper: le fondamentalisme islamique.

Plusieurs gouvernements et autorités politiques du monde arabo-musulman combattent les fondamentalistes depuis longtemps. Les fondamentalistes accusent leurs leaders politiques, essentiellement, de deux choses: ils leur reprochent de garder des liens étroits avec les États-Unis et l'Occident et ils les accusent de ne pas se soucier de la misère des populations musulmanes. Cette seconde dénonciation permet aux fondamentalistes islamistes de trouver, auprès des masses pauvres, à la fois un écho et un bassin de recrutement pour leurs militants et hommes de main.

Les autorités, dans les états musulmans, ne s'embarrassent pas des droits de la personne quand il s'agit de maintenir l'ordre. Elles arrêtent, interrogent (ce qui veut dire torturer, évidemment) et condamnent ou exécutent les islamistes. Généralement, les pouvoirs politiques des états musulmans emploient les moyens policiers. Ce qui a été le cas, depuis longtemps, en Égypte ou au Maroc. Occasionnellement, ces gouvernements utilisent la force armée. C'est le cas de l'Algérie dans les années 1990, avec des milliers d'islamistes arrêtés, puis déclarés «disparus». Ce fut le cas

de la Syrie, au printemps de 1982. Le président Assad fit attaquer et détruire la ville de Hama, considérée comme un foyer islamiste. Il y eut, en quelques jours, au-delà de 20 000 tués. Incidemment, j'ai la crainte de penser que les survivants ont pu regretter de n'être pas morts dans la bataille, quand ils se sont retrouvés en prison et... interrogés. Il en va autrement en Occident.

Fondamentalistes et Occident

Pour les fondamentalistes, l'Occident est impie et corrompu. Mais, en plus, l'Occident est devenu l'ennemi parce qu'il a commis, et qu'il commet, des crimes contre les Musulmans; le traitement des Palestiniens par Israël représente, selon eux, le plus visible de ces crimes. L'Occident est aussi jugé responsable du pillage des ressources pétrolières et de la misère des populations dans le monde arabo-musulman. Dans la perception des fondamentalistes, les leaders politiques du monde musulman ont trahi leurs populations et il appartient aux vrais croyants, les fondamentalistes c'est-à-dire, de défendre l'Islam. Tuer 60 touristes suisses en Égypte, ou plus de 2000 personnes au World Trade Center, constitue donc un châtiement. Les États-Unis, mais aussi l'Angleterre et la France, représentent des cibles prioritaires; mais que le Canada se rassure, lui aussi est visé. Les terroristes islamistes tiennent le discours mystique d'hommes qui sont convaincus de devenir des martyrs, et de gagner le paradis, en tuant le maximum de personnes. À de telles élocubrations, on ne répond pas, on combat les auteurs et tous ceux qui les soutiennent.

Un point d'ordre s'impose. Dans le monde, beaucoup de peuples accusent le capitalisme et les États-Unis d'être

près les mêmes choses, sans jamais recourir au terrorisme sanguinaire. En Amérique latine, que beaucoup parmi vous connaissez, il existe une solide animosité contre les Nord-Américains, les gringos. Ceux-ci sont accusés de pillage économique, accusés encore d'avoir, pendant des décennies, soutenu des dictatures militaires qui ont torturé, tué des dizaines de milliers de personnes (indiens, paysans, syndicalistes, intellectuels). Or, jamais les Latino-Américains n'ont songé à développer des réseaux terroristes pour tuer, à l'aveugle, des citoyens américains. Bien plus, quelque 40 millions de Latino-Américains vivent aux États-Unis et il n'existe, parmi eux, rien qui pourrait évoquer les réseaux de terrorisme meurtrier comme ceux qui ont frappé à New York, en France ou bien en Égypte. Pour achever le panorama, nous pouvons dire aussi que les trois milliards d'asiatiques, hindous ou bouddhistes, en dépit de leurs griefs, n'ont pas davantage songé à utiliser de tels moyens terroristes.

Existe-t-il donc une spécificité musulmane?

Quelle riposte?

Un professeur de Harvard, Samuel Huntington, très influent aux États-Unis, émet la thèse qu'après la guerre froide qui fut marquée par un conflit d'idéologies, nous sommes entrés dans une époque de confrontation entre les civilisations: *the clash of civilizations*. Son analyse présente beaucoup d'intérêt, mais elle se fonde sur deux éléments à priori contestables.

1- Que les civilisations, c'est-à-dire les façons de vivre et de penser, sont nécessairement adversaires?

2- Que l'Islam et le monde musul-

man représentent, pour l'Occident, un ennemi implacable et irréductible.

L'Islam est une religion qui compte un milliard de fidèles, il est aussi une grande civilisation qui fut brillante, voilà quelques siècles. Il est absurde d'insinuer que toute cette part de l'humanité serait, ou même pourrait être, notre adversaire. Le mot de croisade, employé par George Bush, était bien maladroit.

Mais l'attaque contre le World Trade Center est un acte de guerre. Et le mot guerre est, depuis le 11 septembre, largement utilisé. Rappelons que le mot guerre signifie le recours à tous les moyens de force militaire et de contraintes multiformes pour attaquer, et pour détruire, un ennemi. La seule logique de la guerre est celle de l'efficacité. Les États-Unis doivent, et ils vont réagir. Ne pas le faire reviendrait à encourager les terroristes à continuer. Les États-Unis vont réagir. Il y a de leur prestige de grande puissance et de leur crédibilité de grand allié. Le problème est de frapper des réseaux dont les membres jouent le profil hypocrite du citoyen sans histoire.

Les Américains vont-ils frapper l'Afghanistan, bombarder Kandahar ou Kaboul? Débarrassons-nous tout de suite de la mauvaise question: y aura-t-il des victimes innocentes? Les 6000 morts du World Trade Center étaient-ils coupables de quelque chose? La guerre, comme grand phénomène, n'épargne pas les innocents.

Durant la Deuxième Guerre mondiale, F.Roosevelt et W.Churchill ont, délibérément, prix pour cibles les populations civiles dans les bombardements. Citons Hamburg, 1942, 40 000 morts, Tokyo, 1944, 80 000 morts, tous brûlés dans des attaques incendiaires. Les leaders de la Deuxième Guerre mondiale, cependant, faisaient attaquer des civils dans le but de désorganiser, la capacité

de production et l'organisation sociale, des Allemands et des Japonais. Selon la logique de la guerre, bombarder des villes afghanes serait critiquable, non pas parce qu'il y aurait massacre de populations civiles, mais parce que le massacre serait inutile et contre-productif. Inutile parce qu'il ne toucherait pas les réseaux, contre-productif parce qu'il aboutirait à ce que veulent les terroristes: dresser les musulmans contre l'Occident.

Heureusement, les responsables américains ont annoncé une campagne longue qui va exiger des années. Les pays de l'OTAN, dont fait partie le Canada, ont garanti leur soutien mais les États-Unis ne demandent, jusqu'à présent, aucune participation militaire. Démanteler des réseaux, éliminer leurs membres, exige d'abord du renseignement. Mais il faut compter sur une pleine coopération internationale. Les États-Unis, l'Europe et le Canada, certainement, vont songer à lutter contre les terroristes islamistes, avec l'aide des états musulmans. Les services spéciaux de l'Égypte et de l'Algérie, ont développé ce qu'il faut appeler une expertise particulière dans ce domaine. Et l'on peut joindre à la liste le Maroc et le Pakistan.

Le fondamentalisme islamique est un symptôme, sans doute, de maux éprouvés au sein des sociétés musulmanes. Mais sous les formes du terrorisme associé à un prétendu discours religieux, il est un avatar qu'il faut combattre résolument. Les pays occidentaux et les pays musulmans partagent à cet égard les mêmes intérêts et peuvent se rejoindre autour du même objectif.

Jean-René Chotard
 Professeur titulaire
 Département d'histoire et de science politique
 Université de Sherbrooke

NOS VOISINS ANGLOPHONES

Scott Verity STEVENSON
COLLABORATION SPÉCIALE svstevenson@yahoo.ca

Les batailles et les fractures de Charles Bury

Quelques mois après avoir terminé mes études universitaires, un poste ouvre au quotidien anglophone le *Sherbrooke Record*. Son rédacteur m'avait conseillé sur mon avenir un an auparavant, alors je l'appelle. Charles Bury m'invite à une entrevue trois jours plus tard. Je demeurais avec ma conjointe à Montréal à cette époque; alors on a fait le nécessaire pour passer la nuit aux Cantons-de-l'Est. L'entrevue est prévue pour 20h.

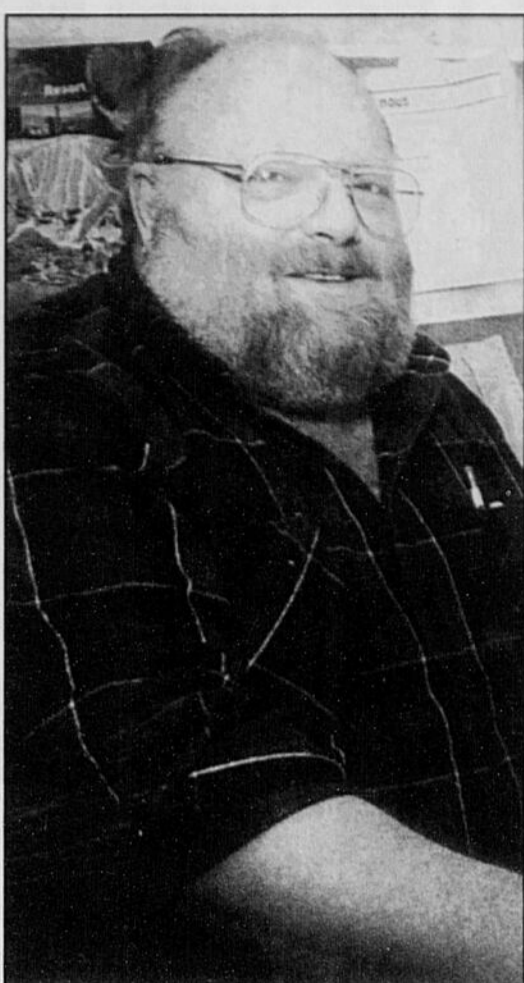
Pendant que ma conjointe attendait dans la voiture, M. Bury m'assoit sur le divan à côté de son bureau et me demande si j'avais suivi ses conseils lors des derniers 12 mois. Il avait lu les articles que j'avais ainsi publiés dans le *McGill Daily*, et m'explique que le *Record* n'est pas connu pour ses hauts salaires. Il mentionnait quelque chose comme 200 \$ par semaine. Nous sommes en 1990. Le seul autre quotidien anglophone au Québec où je voulais aller était *The Gazette* à Montréal.

Aussitôt, je lui ai dit que j'étais prêt à faire l'essai, il me demande de commencer tout de suite. «Uhh... comme quelle journée?» lui ai-je demandé. «Comme maintenant», répondit-il! Ainsi ma carrière en journalisme commence sous la direction d'un des meilleurs journalistes anglophones au Québec.

M. Bury n'a pas eu de formation spéciale en journalisme. Il a plutôt laissé tomber ses études universitaires (à McGill et Concordia) pas moins que trois fois pour ne jamais terminer un baccalauréat. Il a travaillé comme ouvrier en foresterie, technicien de laboratoire, membre des Forces canadiennes, formateur de personnes handicapées, mineur d'uranium, vider, chercheur, barman, ouvrier municipal et comme homme à tout faire chez l'ancien manufacturier de meubles J. W. Kilgour à Coaticook... le tout avant de devenir journaliste au mensuel le *Townships Sun* et ensuite rédacteur du *Sherbrooke Record*.

Il faisait partie du mouvement de retour à la terre en 1973 quand lui et son épouse ont acheté une ferme de 20 acres («un tas de roches») pour 3500 \$ à Saint-Herménégilde. Dans le temps, l'agent d'immeuble lui disait qu'il ne réussirait pas dans la région parce qu'il n'avait pas des mains d'ouvrier, mais le conseil de ville lui a offert un emploi pour creuser des fosses parce que son épouse était enceinte. Son patron était Armand Viau.

Pas mal, tout ça, pour une formation en jour-



La Tribune, archives

Reconnu coupable cette semaine d'avoir tenu des propos diffamatoires à l'endroit de l'avocat sherbrookois Jacques Blanchette, l'ex-rédacteur en chef du Sherbrooke Record, Charles Bury accorde au moins une partie du différend aux différences culturelles entre anglophones et francophones. «S'il avait été de langue anglaise, il serait très fâché contre moi, mais il ne m'aurait pas poursuivi en cour... j'en suis certain. Il y a des choses qui peuvent être prises pour sérieux dans une langue, mais qui seront reconnues comme ridicules dans l'autre», estime-t-il.

nalisme. Déjà, lors de son début au *Record* en 1980, M. Bury connaissait plein d'industries, plein de monde, le sud du Québec et une grande dose de réalité de vie, ce qui ne peut pas être enseigné dans une formation en journalisme. Et c'était cela sa force: la capacité de comprendre ce

qui se passait autour de lui et de bien communiquer cette compréhension à qui ce soit... le rôle du journaliste et non pas nécessairement celui du rédacteur.

Comme, par exemple, le jour où il me prend à côté pour me dire qu'on avait un sujet d'importance nationale et qu'on sera les premiers à publier la nouvelle, une lacune du gouvernement fédéral dans le paiement des remboursements de TPS aux gens aux moyens limités... à peine quelques semaines avant Noël. Il me dit comment le traiter, et le lendemain on publie un article qui sera repris dans les grands quotidiens nationaux et sur les ondes de Radio-Canada à 18h... un bon succès pour un journaliste vert de Sherbrooke qui gagne aux alentours de 200 \$ par semaine.

En contraste à ces moments, la direction du contenu du journal consistait en une rencontre rapide au post-production, entre minuit et 1h chaque nuit, où M. Bury regardait les invitations de conférence de presse et décidait qui allait assister à laquelle.

Perte d'une poursuite

Charles Bury lui-même a fait les nouvelles cette semaine lors de la décision du juge de la Cour supérieure Richard Mongeau en faveur de l'avocat Jacques Blanchette, qui poursuivait M. Bury et l'ancien propriétaire du *Record*, Quebecor, pour dommages, suite à une chronique rédigée par M. Bury. M. Blanchette réclamait 350 000 \$, le juge lui a accordé 65 000 \$; Quebecor prend la responsabilité financière.

Les événements sont sûrement un exemple qui démontre que les bonnes relations entre francophones et anglophones de la région peuvent aller mal à cause du sujet qui risque de nous diviser le plus (la politique) et à cause des différences culturelles. Dans sa décision de 30 pages, le juge Mongeau a reconnu la cause de M. Bury qui critiquait M. Blanchette pour son comportement lors d'un vote par anticipation à la salle de l'église anglicane St. George à Lennoxville aux élections provinciales de 1998, mais a aussi décidé que M. Bury est allé trop loin dans ses attaques personnelles. «Je n'avais pas l'intention de détruire la vie de M. Blanchette», a dit M. Bury en entrevue cette semaine. Sans nier ses responsabilités, il accorde au moins une partie du différend aux différences culturelles entre anglophones et francophones. «S'il avait été de langue anglaise, il serait très fâché contre moi, mais il ne m'aurait pas poursuivi en cour... j'en suis cer-

tain.» Il y a des choses qui peuvent être prises pour sérieux dans une langue, mais qui seront reconnues comme ridicules dans l'autre. La langue n'est pas juste comment on parle, c'est aussi comment on pense. C'est un des facteurs déterminants dans la pensée.»

Selon M. Bury, «le français est plus rigide; il y a plus d'ordre, plus de règles, ce qui a commencé à changer dans les 20e et 21e siècles. Toute l'idée de l'Académie française sera complètement étrange en anglais... L'anglais est guidé plutôt par l'utilité.»

Charles Bury, aujourd'hui 55 ans, a connu sa part de batailles. Il compte un total de 25 fractures «et à peu près le même nombre d'infarctus». L'autre chose, me dit-il en quittant l'entrevue, après l'âge de 50 ans le monde commence à être moins intéressé à toi comme employé.

M. Bury a participé à la rédaction de trois livres et rédige maintenant le *Quebec Heritage News* en plus de ses chroniques occasionnelles dans le *Record* et de ses autres contrats à la pige. Il est membre fondateur de l'Association canadienne des journalistes, qu'il a présidé pendant 13 ans, et il aime dire que tous les journalistes sous sa direction au *Record*, sauf un, ont quitté leur emploi pour des meilleurs postes en journalisme... sans doute une multitude de professionnels et professionnelles qui se trouvent autour du monde aujourd'hui.

La fête des grandes citrouilles

L'Association de la *Eastern Townships Atlantic Pumpkin* tiendra sa célébration annuelle demain entre 13h et 16h à Lennoxville au 110 terrasse CNR à côté de l'entreprise Clarke et Fils, commanditaire de l'événement. La plus grande citrouille atlantique sera sans doute trouvée encore cette année parmi les concours de ces légumes gigantesques.

Cette fête suit le Festival de la récolte de Lennoxville aujourd'hui au casernes des pompiers, rue Dépôt, entre 11h et 17h. Organisé par la Ville de Lennoxville et l'Association des pompiers bénévoles, le Festival présente des artisans, un marché agricole, des activités pour enfants, et des tartes aux pommes et à la citrouille servies chaudes toute la journée!

Scott Verity Stevenson est rédacteur et traducteur en langue anglaise résidant à Lennoxville.

Faits divers

Sur une bonne piste

SHERBROOKE (PSJ) - Dans le dossier concernant la tentative d'enlèvement d'un enfant d'une dizaine d'années, le jeudi 13 septembre dernier, dans le secteur de la 12e Avenue et de la rue Saint-Famille, dans l'Est de Sherbrooke, les enquêteurs du Service de police de la région sherbrookoise sont certains d'avoir bien identifié les gens impliqués.

Sauf qu'il n'y a pas eu d'arrestation à proprement parler et que le principal suspect, âgé de 76 ans, a été libéré après interrogatoire.

«Le dossier sera soumis au procureur; il lui appartiendra de déterminer s'il y a lieu ou non de porter des accusations» a indiqué hier le policier Michel Martin, porte-parole du SPRS.

On a noté certaines contradictions dans les versions tant du suspect principal que de la victime.

L'homme de 76 ans a été rencontré par les enquêteurs et l'interrogatoire a été enregistré sur cassette-vidéo.

On sait qu'une femme aurait été impliquée dans cette affaire mais elle est hospitalisée et il ne sera vraiment pas possible de la rencontrer, encore moins de l'interroger.

L'homme âgé aurait reconnu avoir rencontré l'enfant, lui avoir parlé mais il aurait dit que l'enfant n'aurait jamais pris place dans son véhicule.

Feu de grange à Hatley

HATLEY (PSJ) - On croit que le phénomène de combustion spontanée qui se produit parfois dans les bâtiments de ferme où de la paille est entreposée aurait déclenché un feu de grange, tard jeudi soir, à Hatley.

La Sûreté du Québec du poste de la MRC de Memphrémagog a été avisée vers 21h50 qu'il y avait feu au 75 de la route 208, à Hatley.

Outre des ballots de paille, il y avait un tracteur dans la grange. Le bâtiment a complètement été détruit.

Deux ados dans le courrier

SHERBROOKE (PSJ) - Deux adolescents, âgés de 15 et de 16 ans, de Rock Forest devront répondre de vols de courrier et de méfaits d'environ 1000\$.

Ce sont les deux individus qui avaient forcé et brisé six boîtes de courrier, le vendredi 10 août dernier, dans le secteur de la rue Coombs et des boulevards Bertrand-Fabi et des Vétérans, à Rock Forest.

Les vols et les dommages avaient été constatés de tôt matin.

Les devront répondre de leurs gestes devant la Cour du Québec (Chambre de la Jeunesse).

Pied ou semelle de plomb

SHERBROOKE (PSJ) - En apprenant qu'un conducteur avait été surpris à rouler à 132 km/h dans une zone de 70, secteur King et Carignan, à Fleurimont, on croyait avoir tout vu.

C'était pas le cas.

Mercredi matin, à 10h38, un conducteur est intercepté rue Queen Nord, près de la rue Claude-Greffard, dans les limites de Sherbrooke.

Il roulait à 140 km/h dans une zone de 70.

L'infraction lui a valu un constat au montant de 435 \$, somme à laquelle s'ajoutent des frais de 104 \$ et un total de sept points d'inaptitude.

VERGER health

Venez visiter notre charmant verger situé sur les jolies collines de Dufferin Heights.

Spécial de la semaine
Filet congelé de saumon Chinook
• Cortland • Spartan • MacIntosh • Lobo
• Paulared • Joyce • Duchess • Pommettes

Autres produits

- Miel et produits d'érable
- Courges et citrouilles
- Pâtes à chèvres
- Légumes bio à l'autocuillotte
- La poterie
- Jus fraîchement pressés et congelés
- Boulangerie et fromage bio au lait cru

(819) 876-2817

Le meilleur goût avant tout!

4950, chemin Health, Stanstead Est (Québec)
Ouvert à partir de 9 h, tous les jours, de août à novembre
(après novembre, téléphonez d'abord) 55656

JOURNÉE D'INFORMATION SOUS LA TENTE

Samedi 29 septembre 2001 de 9 h à 15 h

Pro Plan 40 lbs

38.95\$
tx

Rég. 44,95 tx

Spécial Dog Chow 18 kg

18.99\$
tx

Tirage BBQ

Valeur 200 \$

Venez nous voir!! Une représentante de la compagnie **Ralston Purina** sera sur place pour répondre à vos questions et recevoir vos commentaires. Jouez à la roulette chanceuse et gagnez!!!
Présentez-vous avec votre chat âgé de 7 ans et plus et obtenez un sac Pro Plan Sénior gratuitement!!!
Autres saveurs disponibles!!!

RABAIS Pro Plan

Plusieurs cadeaux

Bienvenue à tous et à toutes...

Ces spéciaux sont en vigueur pour cette journée seulement.

Au Service du Cultivateur

1000, Wellington Sud, Sherbrooke, 822-2237

LOCATION • VENTE • PIÈCES
SERVICE • CARROSSERIE

« Vous avez eu un prix ailleurs? Nous allons faire mieux! »

274, BOUL. BOURQUE, OMERVILLE
(à 10 minutes de Sherbrooke)
(819) 843-9883

Liquidation 2001, Toyota Magog en tête!
Les dernières Toyota Camry 2001 tout équipées, pour 299\$ par mois*
en location 48 mois ou taux d'achat à partir de 1.9%*

299\$

/mois*

0.9%

ou taux à l'achat à partir de

TOUT ÉQUIPÉ

Venez réserver votre Camry 2002, best-seller de l'Amérique du Nord depuis 1997. Nouveau modèle plus spacieux, nouveau moteur VTI-1 plus économique et plus puissant!
Cherchez Toyota Magog, la Camry LE 2002 à partir de 23 755\$**

1 Location 48 mois, avec 3 495\$ de cautions initial ou échange équivalent sur modèle SG22XP BA 2001 en stock. Franchise de 96 000 km. 10¢ le kilomètre supplémentaire. Sujet à l'approbation de TCC. 2 Taux d'intérêt à l'achat pour plusieurs modèles 2001 needs. 3* PSF d'un BE22K AA. Photo à titre indicatif seulement.

www.toyotamagog.com

Jusqu'à 1000 \$ de remise

Émouvante solidarité à Montréal

Sylvain Larocque (PC)
MONTREAL

Des dizaines de milliers de Québécois sont venus entendre la chanteuse Céline Dion et près de 200 autres artistes, hier soir, à Montréal, pour témoigner de leur solidarité aux proches des victimes des attentats du 11 septembre aux États-Unis.

«Nous sommes venus pour Céline Dion», a lancé Karima Mecheri à l'entrée du Centre Molson, avant d'ajouter, plus sérieusement: «C'est surtout pour la cause».

«C'est quelque chose qui a touché tout le monde, il faut être solidaire», a souligné son conjoint, Ahmed Mecheri, sous le regard de leur fils de quatre ans, Nacim.

Vers 20h30, le premier ministre du Québec, Bernard Landry, est apparu sur les écrans géants de l'amphithéâtre pour raconter comment il avait appris «l'horreur».

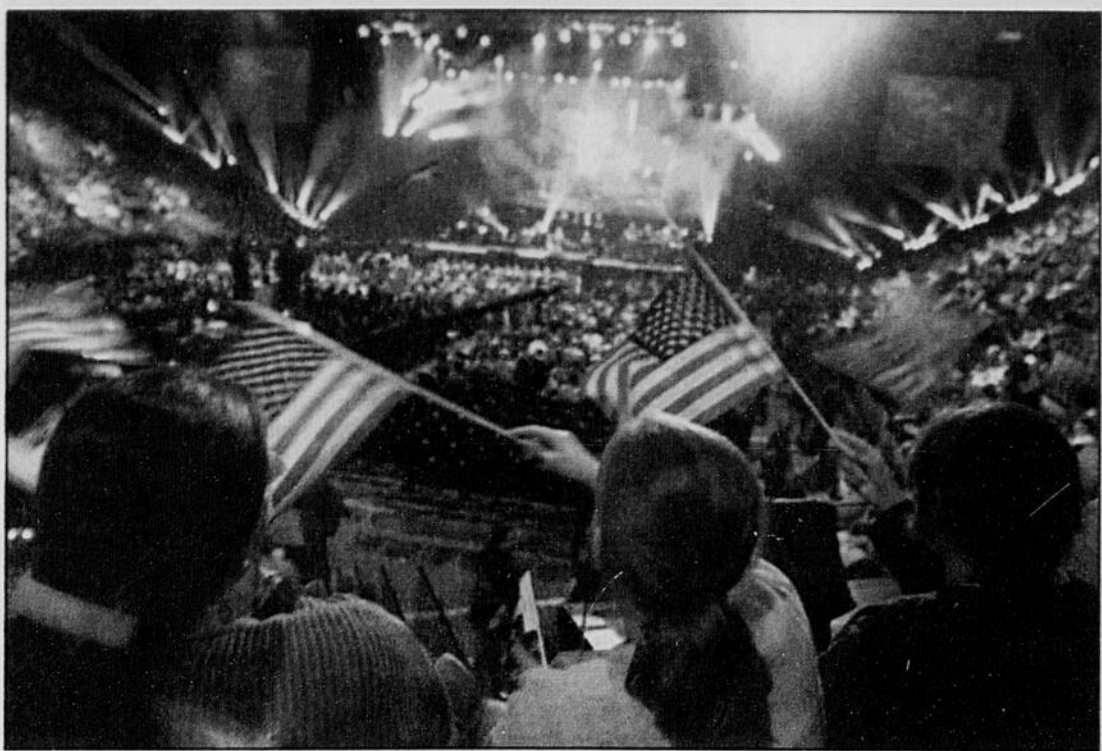
«J'ai tout de suite pensé à l'inévitable, aux milliers de victimes dont l'existence venait de se terminer, et aux 140 victimes potentielles du Québec, les artistes qui se trouvaient à Ground Zero et qui nous ont présenté le spectacle que nous venons de voir», a déclaré M. Landry.

Faire contrepoids à l'horreur

Le premier ministre s'est dit convaincu que les artistes pouvaient, «beaucoup mieux que moi, faire contrepoids à l'horreur, pour que l'amour existe encore».

Celle que tout le monde attendait, celle dont tout le monde semblait avoir besoin en cette soirée de recueillement, Céline Dion, est alors montée sur scène. Elle a remercié le public «d'être là», puis a tout de suite entamé la chanson de Luc Plamondon et de Richard Cocciante sous les nombreux cris et applaudissements de la foule.

Luc Picard, Marc Labrèche et Rita



Le drapeau américain était à l'honneur hier soir au Centre Molson alors que des dizaines de milliers de Québécois ont assisté au spectacle offert en guise de solidarité avec les proches des victimes des attentats du 11 septembre aux États-Unis. Céline Dion (photo de gauche) est montée sur scène sous les cris et les applaudissements. Près de 200 artistes ont fait autant dont Luck Mervil (photo de droite); pendant qu'il chantait, défilait en arrière-plan des scènes de gens fuyant le site des attentats à New York.



— dont le chanteur était vêtu à la John Lennon — y est allé de «Come Together», des Beatles.

Des dizaines d'autres artistes connus, notamment Dan Bigras, Luce Dufault, Kevin Parent, Sylvain Cossette, Claude Dubois, Bruno Pelletier, Lara Fabian, Diane Dufresne et Eric Lapointe, se sont également produits.

Le chanteur britannique Peter Gabriel, qui devait présenter un message vidéo enregistré, ne l'a toutefois pas fait «pour des raisons techniques et familiales».

Au début du spectacle, le chanteur Luck Mervil était apparu sur scène avec un air sombre. «Le 10 septembre, des dizaines d'artistes québécois sont arrivés à New York excités et nerveux à l'idée de présenter leur spectacle pour l'événement Québec / New York 2001», a-t-il raconté.

Dans un théâtre situé à deux pas du World Trade Center, ils répétaient pour le spectacle qui devait lancer la saison du Québec à New York.

«Le théâtre a été détruit par les attentats, emportant les décors, a poursuivi Luck Mervil. Ce soir, nous allons donc vous présenter l'intégrale du spectacle, sans décors, en hommage aux victimes, à leurs proches, et à tous les New Yorkais.»

Les artistes, a précisé le chanteur, étaient déchirés «entre la peine qu'ils ressentent encore et la joie qu'ils éprouvent devant la naissance de leur bébé».

En première partie, ils ont offert un spectacle tout en nuances, amorcé par les gars de la Bottine Souriante, qui y sont allés du «Reel de Baie Saint-Paul», suivis par Judith Béard, qui a offert un pot-pourri de chansons québécoises débutant par «Moi, mes souliers», de Félix Leclerc.

Se sont enchaînés des artistes du Cirque du Soleil, Jorane, le pianiste Alain Lefèvre, et Luck Mervil lui-même.

Le porte-parole de «Québec / New York, un show pour la vie», le chanteur Claude Dubois, s'est dit enchanté par le déroulement du spectacle. «Les organisateurs ont monté ça en très peu de temps, ils ont travaillé de façon fabuleuse», a-t-il confié.

On le comprendra d'être fier: l'événement, diffusé sur les ondes du réseau de télévision TQS, a effectivement eu lieu sans anicroche majeure, avec le concours de centaines de bénévoles.

Quant à savoir combien d'argent la Croix-Rouge a pu amasser, Claude Dubois s'en souciait peu. «Il y en a qui disent que les Américains n'ont pas besoin de notre argent. C'est sans doute vrai, mais l'important, c'était de leur montrer notre appui.»

39¢ /lb ou 86¢ / kg
Bananes
Produit de Colombie

39¢ /lb ou 86¢ / kg
Courges variées
Butternut ~ Buttercup
Spaghetti ~ Poivrée
Produit du Québec
Canada #1

99¢
Brocoli
grosneur 14
Produit du Québec - Canada #1

1.29 /lb ou 2.84 / kg
Choux de Bruxelles
Produit des États-Unis

99¢
Anis
grosneur 24
Produit des États-Unis

1.29
Laitue Chinoise
grosneur 12
Produit du Québec - Canada #1

2.99 /kg ou 8.16 / lb
Grenades
grosneur 40
Produit des États-Unis

1.49 Sac de 12 onces
Canneberges
Produit du Québec
Canada #1

3.49 Sac de 10 lb
Pommes McIntosh
Produit du Québec
Canada de fantaisie

17.99 /kg ou 8.16 / lb
Brie Vaudreuil

LA FRUITERIE - LE VÉGÉTARIEN
C'est naturel

Magog, Victoriaville, Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine

50, boul. Jacques-Cartier Nord, Sherbrooke
777, King Est, Sherbrooke

Heures d'ouverture
9h à 21h Lundi au vendredi
8 1/2h à 18h Samedi
9h à 18h Dimanche

Spéciaux en vigueur du samedi 29 sept. au vendredi 5 oct. 2001

Droit réservé de limiter les quantités.